



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-LOIRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°43-2016-017

PUBLIÉ LE 23 SEPTEMBRE 2016

# Sommaire

## **42\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Loire**

43-2016-07-26-002 - 2016-264-arrêté approbation cahier des charges baux de pêche pour RAA (2 pages) Page 4

43-2016-09-19-002 - ARRÊTÉ N° DDT- SEF 2016 – 294 du 19 septembre 2016 portant sur les niveaux de sécheresse et les restrictions de l'usage de l'eau dans le département de la Haute-Loire (4 pages) Page 6

43-2016-09-12-001 - Arrête\_CompositionCopil-FusionCR-AURA\_160912 (5 pages) Page 10

## **43\_DDFIP\_Direction départementale des finances publiques de Haute-Loire**

43-2016-09-01-016 - Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage et ressources (2 pages) Page 15

## **43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire**

43-2016-09-21-001 - 'arrêté préfectoral DIPPAL/BÉAG n° 2016-179 du 21 septembre 2016, portant homologation d'un terrain de moto cross situé à Pra'Moulhy lieu-dit « Les Cayres » sur la commune d'Yssingeaux. (6 pages) Page 17

43-2016-09-12-002 - AP - annule et remplace constitution Com orga elections CCI - 12092016 (2 pages) Page 23

43-2016-09-13-001 - AP Liste Candidats - CMA - 13092016 (5 pages) Page 25

43-2016-09-19-001 - Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 173 portant autorisation d'organiser une manifestation sportive de techniques de randonnée équestre en compétition (TREC), le dimanche 25 septembre 2016 (5 pages) Page 30

43-2016-09-20-002 - Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 177 portant autorisation d'organiser une manifestation sportive pedestre dénommée « Les 10 kilomètres de Chadrac », le dimanche 25 septembre 2016 (5 pages) Page 35

43-2016-09-21-002 - Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 178 portant autorisation d'organiser une manifestation cycliste dénommée « Les chronos du Velay », le dimanche 25 septembre 2016 (5 pages) Page 40

43-2016-09-20-001 - Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 180 portant autorisation d'organiser une manifestation sportive motorisée comptant pour le championnat de France d'enduro les samedi 24 et dimanche 25 septembre 2016 (5 pages) Page 45

43-2016-09-09-004 - Arrêté modifiant l'arrêté portant composition de la commission de suivi de site de SRVV à Polignac (1 page) Page 50

43-2016-09-15-001 - arrêté modificatif Rallye du Haut Lignon (2 pages) Page 51

43-2016-09-06-004 - Arrêté N° DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 166 portant modification de l'arrêté DIPPAL / BEAG n°2016-153 relatif à la commission départementale de la sécurité routière de la Haute-Loire (3 pages) Page 53

43-2016-09-12-003 - Arrêté portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser un diagnostic archéologique à Lempdes-sur-Allagnon (4 pages) Page 56

**43\_SDIS\_Service départemental d'incendie et de secours de Haute-Loire**

43-2016-08-04-012 - SDIS43-BARRE (1 page)	Page 60
43-2016-09-09-003 - SDIS43-Lcl BARRE2 (1 page)	Page 61
43-2016-09-09-002 - SDIS43-Lcl ROCHE2 (1 page)	Page 62
43-2016-08-01-006 - SDIS43-ROCHE (1 page)	Page 63

**63\_REC\_Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand**

43-2016-09-15-002 - Arrêté Rectoral du 15 septembre 2016 portant constitution de la Commission Consultative Paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires exerçant des fonctions d'enseignement, d'éducation, d'orientation. (2 pages)	Page 64
---	---------

**84\_DRSP\_Direction régionale des services pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes**

43-2016-09-01-017 - Décision de délégation de signature du chef d'établissement de la Maison d'Arrêt du Puy en Velay (5 pages)	Page 66
--	---------

**PREFET DE LA HAUTE-LOIRE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

**ARRETE N°: DDT-SEF- 2016 -264**

**portant approbation du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans le département de la Haute-Loire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021.**

**Le Préfet de la Haute-Loire,**

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69 ;

Vu la Loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'Environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de M. Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 décembre 2015 portant approbation du modèle de Cahier des Charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du Code de l'Environnement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 11 décembre 2015 portant approbation du modèle de Cahier des Charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du Code de l'Environnement pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral SG Coordination n°2015-5 du 12 mars 2015 portant délégation de signature à M. Hubert GOGLINS, Directeur départemental des Territoires de la Haute-Loire ;

Vu l'avis favorable de la Commission Technique Départementale de la Pêche en date du 10 juin 2016 ;

Vu la mise à disposition du public du projet de décision accompagné d'une note de présentation effectuée par la voie électronique du 5 juillet 2016 au 25 juillet 2016 sur le site Internet de la Préfecture de la Haute-Loire ;

Vu les résultats de la consultation du public organisée du 5 juillet 2016 au 25 juillet 2016,

Sur proposition du directeur départemental des territoires.

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 - Approbation**

Le Cahier des Charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'Etat dans le département de la Haute-Loire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2 - Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des Actes Administratifs et sur le site Internet de la Préfecture de la Haute-Loire ;

### **ARTICLE 3 - Délais et voies de recours**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique auprès du ministre.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être, elle-même, déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

### **ARTICLE 4 - Mesures exécutoires**

Le Directeur Départemental des Territoires et le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté notifié à Monsieur le Président de la Fédération de la Haute-Loire pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Au Puy en Velay, le 26 juillet 2016

le Directeur Adjoint

**SIGNE**

Jean-pierre GORON



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES

Service environnement et forêt

## ARRÊTÉ N° DDT- SEF 2016 – 294 du 19 septembre 2016

### portant sur les niveaux de sécheresse et les restrictions de l'usage de l'eau dans le département de la Haute-Loire

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-1, L 211-3, L 214-7, L 214-18, L 215-12 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2014-229 du 28 juillet 2014 définissant les niveaux de sécheresse et les restrictions des usages de l'eau en cas de sécheresse pour le département de la Haute Loire ;
- Vu la réunion du comité des usagers de l'eau du 19 septembre 2016;

Considérant la situation de la sécheresse dans le département de la Haute Loire;

*Sur proposition du directeur départemental des territoires,*

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>**- Les niveaux de sécheresse des zones du département de la Haute Loire sont arrêtés comme suit:

ZONE	NIVEAU
1 Lit mineur Allier et 100 m des deux berges	vigilance
2 Allier aval	vigilance
3 Allier moyenne	vigilance
4 Allier amont	vigilance
5 Allagnon	vigilance
6 Lit mineur Loire et 100 m des deux berges	vigilance
7 Loire aval	vigilance
8 Loire moyenne rive gauche	vigilance
9 Loire moyenne rive droite	vigilance
10 Haut-Lignon	vigilance
11 Borne	vigilance
12 Loire amont	vigilance
13 Dorette	vigilance

Préfecture de la Haute-Loire  
6, avenue Charles de Gaulle - CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 09 43 43 – Télécopie : 04 71 09 78 40  
Courriel : [prefecture@haute-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-loire.gouv.fr) – Site internet : [www.haute-loire.pref.gouv.fr](http://www.haute-loire.pref.gouv.fr)

La localisation des zones figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

Les mesures de restrictions des usages de l'eau, définies par l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2014-229 du 28 juillet 2014, figurent à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Article 2** - Le présent arrêté sera publié dans la presse locale et affiché à la préfecture, dans les sous-préfectures et dans les mairies du département.

**Article 3** - Est abrogé l'arrêté n° DDT-SEF-2016-285 du 9 septembre 2016 portant mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF-2014-229 du 28 juillet 2014 relatif à la sécheresse et définissant les niveaux de restriction des usages de l'eau par zone à compter du 9 septembre 2016.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la sous-préfète d'Yssingeaux, la sous-préfète de Brioude, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire et le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

*Fait au Puy en Velay, le 19 septembre 2016*

*Signé Eric MAIRE*

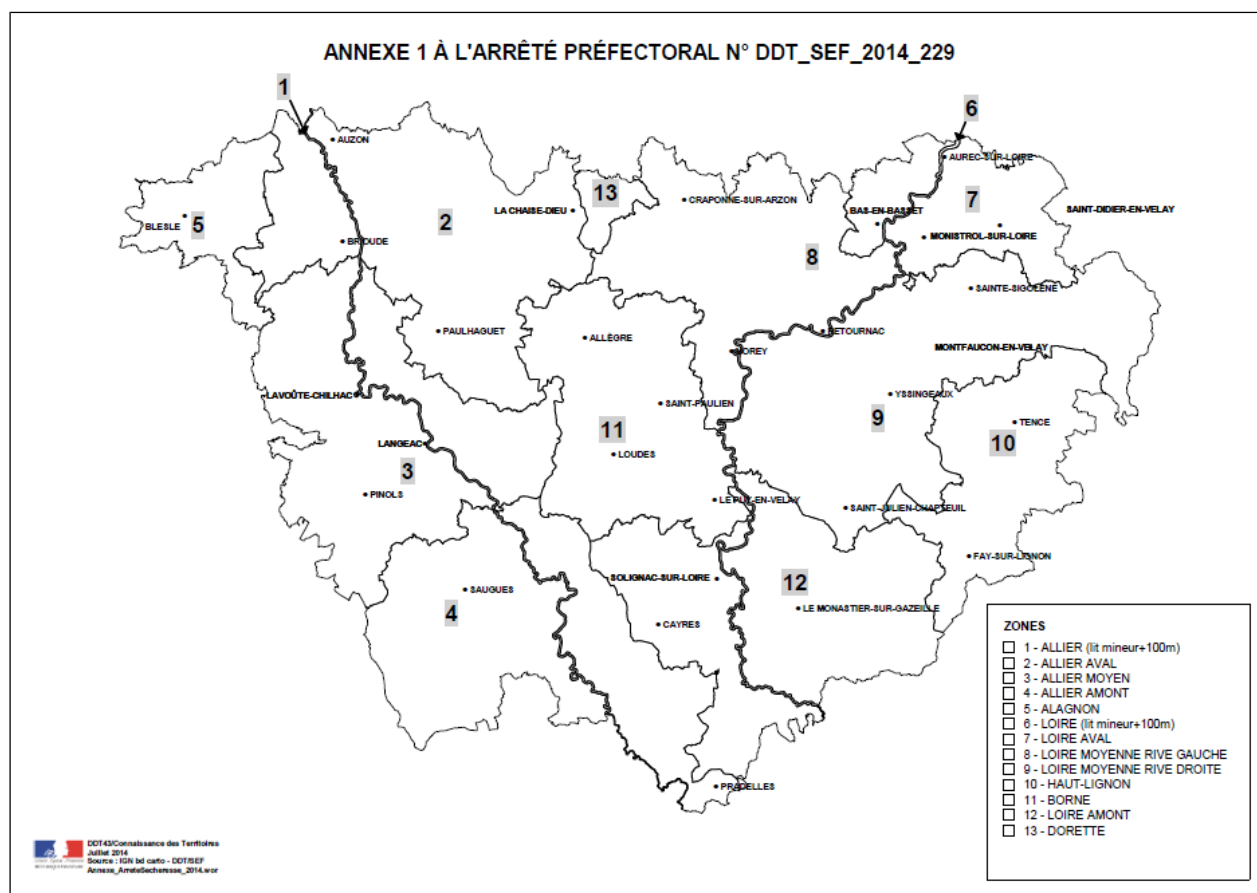
Voies et délais de recours -

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication.*

## ANNEXE 1

### Carte des zones géographiques



Préfecture de la Haute-Loire  
6, avenue Charles de Gaulle - CS 40321 - 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 09 43 43 – Télécopie : 04 71 09 78 40  
Courriel : [prefecture@haute-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-loire.gouv.fr) – Site internet : [www.haute-loire.pref.gouv.fr](http://www.haute-loire.pref.gouv.fr)



## ANNEXE 2

NIVEAUX DE SECHERESSE	MESURES DE RESTRICTIONS
1 : VIGILANCE	<p><b>Pas d'interdiction</b>  Information des usagers sur la situation hydrologique.  Recommandations auprès des particuliers et des acteurs économiques.  Les gestionnaires d'unités de distribution d'eau potable redoublent de vigilance sur la situation de leur ressource en eau.</p>
2 : ALERTE	<p><b><u>Sont provisoirement interdits les usages suivants :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'arrosage des jardins d'agrément, pelouses, espaces verts, qu'ils soient publics ou privés,</li> <li>➤ l'arrosage des golfs, sauf les départs et greens qui peuvent être arrosés uniquement la nuit de 20 heures à 8 heures le lendemain,</li> <li>➤ les fontaines publiques raccordées au réseau d'eau potable ,</li> <li>➤ l'alimentation des plans d'eau autres que ceux autorisés en tant que piscicultures de production,</li> <li>➤ le remplissage en eau (sauf pour le premier remplissage après la construction) et le renouvellement de l'eau des piscines des particuliers,</li> <li>➤ le lavage des véhicules hors installations professionnelles à haute pression ou à recyclage d'eau, à l'exception des véhicules soumis à une obligation réglementaire (véhicule sanitaire, alimentaire...) ou technique (bétonnière...),</li> <li>➤ le nettoyage des extérieurs des bâtiments (murs, toitures, sols,...),</li> <li>➤ l'arrosage des trottoirs et voies publics ou privés, sauf pour impératif sanitaire.</li> </ul> <p><b><u>Sont provisoirement interdits de 8h à 20h les usages suivants :</u></b>  Article 1 : l'arrosage des potagers,  Article 2 : l'arrosage des terrains de sports de toute nature,  Article 3 : l'irrigation par aspersion des prairies naturelles ou artificielles et des cultures, sauf cultures florales, maraîchères et fruitières.</p>
3 : ALERTE RENFORCEE	<p><b><u>Sont provisoirement interdits les usages suivants :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ l'irrigation des prairies,</li> <li>➤ l'arrosage des jardins d'agrément, pelouses, espaces verts, qu'ils soient publics ou privés,</li> <li>➤ l'arrosage des terrains de sports de toute nature,</li> <li>➤ l'arrosage des golfs, sauf les départs et greens qui peuvent être arrosés uniquement la nuit de 21 heures à 7 heures le lendemain,</li> <li>➤ les fontaines publiques raccordées au réseau d'eau potable ,</li> <li>➤ l'alimentation des plans d'eau autres que ceux autorisés en tant que piscicultures de production,</li> <li>➤ le remplissage en eau des piscines des particuliers,</li> <li>➤ le lavage des véhicules hors installations professionnelles à haute pression ou à recyclage d'eau, à l'exception des véhicules soumis à une obligation réglementaire (véhicule sanitaire, alimentaire...) ou technique (bétonnière...),</li> <li>➤ le nettoyage des extérieurs des bâtiments (murs, toitures, sols,...)</li> <li>➤ l'arrosage des trottoirs et voies publics ou privés sauf pour impératif sanitaire.</li> </ul> <p><b><u>Sont provisoirement interdits de 8h à 20h les usages suivants :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'arrosage des potagers,</li> <li>• l'irrigation par aspersion des cultures, y compris florales, maraîchères, ornementales et fruitières.</li> </ul>
4 : CRISE	<p><b>Sont provisoirement interdits tous les usages de l'eau autres que ceux répondant aux exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité publique, d'alimentation en eau potable destinée à la consommation humaine et animale.</b></p>



**Liberté • Égalité • Fraternité**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE**

Direction départementale des territoires  
Service environnement et forêt

**Arrêté DDT – SEF n° 2016 – 286**  
**portant modification de la composition du comité de pilotage local**  
**du site Natura 2000 FR 8301088 – « Haute vallée du Lignon »**

**Le préfet de la Haute-Loire,**

VU la directive (CEE) n° 92-43 du conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

VU la décision n°2008/25/CE de la commission du 13 novembre 2007 arrêtant, en application de la directive 92/43/CEE du conseil, une première liste actualisée des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique continentale,

VU le code de l'environnement; notamment ses articles L 414.1 à 7 et R 414-8 à 10,

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, l'assemblée qui dirige le département prend le nom de conseil départemental en remplacement de la précédente appellation de conseil général,

VU la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2121-33,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté de Monsieur le Premier Ministre du 25 avril 2012 portant désignation du préfet de Haute-Loire en qualité de préfet coordonnateur du site d'importance communautaire « Haute Vallée du Lignon »,

VU le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire,

VU l'arrêté préfectoral SG Coordination N°2015-38 du 26 octobre 2015 portant délégation de signature à M. Hubert GOGLINS, directeur départemental des territoires de la Haute-Loire,

VU la décision de subdélégation de signature par arrêté n° 2016-022 du 2 mai 2016 à Monsieur Jean-Luc CARRIO, chargé du service de l'environnement et de la forêt à la Direction départementale des territoires, intéressant notamment les décisions en matière de protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-SEF n°2015-174 du 22 mai 2015 portant modification de la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 n° FR8301088 « Haute vallée du Lignon », établie par arrêté préfectoral DAI-B1-2009/65 portant création et composition du comité de pilotage de ce site,

*SUR proposition du directeur départemental des territoires de Haute-Loire,*

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1er : Composition**

La composition du comité de pilotage du site NATURA 2000 n° FR 830 1088 – Site « Haute-Vallée du Lignon » est fixée ainsi qu'il suit :

#### ***Représentants des Collectivités territoriales et de leurs groupements concernés :***

- Un représentant élu du Conseil régional de la région Auvergne - Rhône-Alpes ou son suppléant,
- Un représentant élu du Département de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant élu du Département de l'Ardèche ou son suppléant,
- Un représentant élu du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche (régions Rhône-Alpes et Auvergne) ou son suppléant,
- Un représentant élu de la Communauté de communes du Pays du Mézenc ou son suppléant,
- Un représentant élu de la Communauté de communes du Haut-Lignon ou son suppléant,
- Un représentant élu de la Communauté de communes Val'Eyrieux ou son suppléant,
- Un représentant élu du Syndicat mixte du pays de la Jeune Loire et ses Rivières ou son suppléant,
- Un représentant élu du Syndicat mixte du pays du Velay ou son suppléant,
- Un représentant élu du Syndicat intercommunal d'aménagement de la Loire et de ses affluents ou son suppléant,
- Un représentant élu des communes du Chambon-sur-Lignon (43), de Chenereilles (43), Chaudeyrolles (43), Fay-sur-Lignon (43), Mars (07), Mazet-Saint-Voy (43), Saint-Front (43), Tence (43), Les Vastres (43) ou leur suppléant,

#### ***Représentants des propriétaires ou exploitants :***

##### **Forêt :**

- Un représentant du Syndicat des forestiers privés de Haute-Loire ou son suppléant,

##### **Agriculture :**

- Un représentant du Syndicat départemental des propriétaires agricoles de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de la F.D.S.E.A. de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant des Jeunes agriculteurs de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de la Confédération paysanne de Haute-Loire ou son suppléant,

#### ***Représentants des usagers et organismes socio-professionnels :***

- Un représentant de la Chambre d'agriculture de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de la Chambre de commerce et d'industrie du Puy et d'Yssingeaux ou son suppléant,
- Un représentant de la Chambre des métiers de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de la Fédération départementale des chasseurs de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de la Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant du Comité départemental du tourisme de Haute-Loire ou son suppléant,
- Un représentant de l'Union départementale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (UDOTSI) ou son suppléant,
- Un représentant du Comité départemental de la randonnée pédestre de Haute-Loire ou son suppléant,

### ***Représentant de l'environnement et du patrimoine naturel :***

#### **Associations agréées de protection de l'environnement :**

- M. le président de Nature Haute-Loire ou son représentant,

#### **Organismes exerçant dans la préservation du patrimoine naturel :**

- Un représentant de l'Association chauves-souris Auvergne ou son suppléant,
- Un représentant du Conservatoire botanique national du Massif Central ou son suppléant,
- Un représentant du Conservatoire des espaces naturels d'Auvergne ou son suppléant,
- Un représentant du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement ou son suppléant,

### ***Etablissements publics :***

- M. le directeur de l'Agence « Montagnes d'Auvergne » de l'Office national des forêts ou son représentant
- M. le délégué régional de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques ou son représentant,
- M. le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage de Haute-Loire ou son représentant,
- Un représentant du Centre national de la propriété forestière d'Auvergne ou son suppléant,

### ***A titre consultatif :***

#### **Etat :**

- M. le préfet de la Haute-Loire ou son représentant,
- M. le préfet de l'Ardèche ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Auvergne - Rhône-Alpes ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires de l'Ardèche ou son représentant,

### **ARTICLE 2 : Présidence et structure « porteuse » :**

Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent parmi eux le président du comité de pilotage Natura 2000 ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs ou de sa révision et du suivi de sa mise en œuvre.

A cet effet :

2-1 Le préfet coordonnateur convoque les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements membres du comité de pilotage Natura 2000 afin qu'ils désignent le président du comité et la collectivité territoriale ou le groupement chargé, pour le compte du comité, d'élaborer le document d'objectifs. S'il n'est pas procédé à ces désignations lors de cette réunion, le préfet coordonnateur assure la présidence du comité de pilotage Natura 2000 et conduit l'élaboration du document d'objectifs ou désigne le service de l'État qui assurera ces deux missions.

2-2 Après l'approbation du document d'objectifs, le préfet coordonnateur convoque les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements membres du comité de pilotage Natura 2000 afin qu'ils désignent, pour une durée de trois ans renouvelable, la collectivité territoriale ou le groupement chargé de suivre sa mise en œuvre et le président du comité. S'il n'est pas procédé à ces désignations lors de cette réunion, le préfet coordonnateur assure la présidence du comité de pilotage Natura 2000 et suit la mise en œuvre du document d'objectif ou désigne le service de l'État qui assurera ces deux missions pour une durée de trois ans.

### **ARTICLE 3 : Modalités de désignation :**

3-1 Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements sont valablement réunis lorsque la majorité d'entre eux est présente, suppléée ou représentée

3-2 Les désignations visées à l'article 2 ci-dessus devront avoir lieu à la majorité des membres présents, suppléés ou représentés (la moitié plus un). Elles peuvent intervenir à main levée ou à bulletin secret.

3-3 Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent, ou de la même assemblée délibérante.

3-4 Lorsqu'ils ne sont suppléés, Les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements peuvent se faire représenter en donnant un mandat à un autre membre de leur collège. Nul ne peut détenir plus d'un mandat. Un mandat écrit désignant le mandant et le mandataire et signé sera exigé pour être comptabilisé.

#### **ARTICLE 4 : Modalités de fonctionnement :**

4-1 Le comité de pilotage se réunit sur convocation de son président qui précise les affaires inscrites à l'ordre du jour.

4-2 Les décisions du comité de pilotage sont prises, sans règle de quorum, à la majorité des voix des membres présents, suppléés ou ayant donné mandat.

4-3 Les membres du comité de pilotage Natura 2000 peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent, ou de la même assemblée délibérante.

4-4 Lorsqu'il n'est pas suppléé, un membre du comité de pilotage Natura 2000 peut se faire représenter en donnant mandat pour les délibérations à un autre membre. Nul ne peut détenir plus d'un mandat. Un mandat écrit désignant le mandant et le mandataire et signé sera exigé pour être comptabilisé.

4-5 Chaque réunion du comité de pilotage doit donner lieu à l'établissement d'un compte-rendu.

4-6 Un règlement intérieur pourra être adopté. Il détaillera les missions du comité, le fonctionnement du comité de pilotage, les modalités d'élaboration, de suivi et d'actualisation du document d'objectifs.

4-7 Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par la « structure porteuse » ou, à défaut, par le service de l'État qui lui est substitué.

#### **ARTICLE 5 – Missions:**

5-1 Le comité de pilotage Natura 2000 suit la mise en œuvre du document d'objectifs. A cette fin, la collectivité territoriale ou le groupement ou, à défaut, le service de l'État qui lui a été substitué le tient régulièrement informé de l'état d'avancement du programme d'actions et lui soumet au moins tous les trois ans un rapport qui retrace les mesures mises en œuvre et les difficultés rencontrées et indique, si nécessaire, les modifications du document de nature à favoriser la réalisation des objectifs qui ont présidé à la désignation du site, en tenant compte, notamment, de l'évolution des activités humaines sur le site.

5-2 Le préfet coordonnateur évalue périodiquement l'état de conservation des habitats naturels et des populations des espèces de faune et de flore sauvages qui justifient la désignation du site. Lorsqu'il apparaît que les objectifs qui ont présidé à la désignation du site n'ont pas été atteints ou ne sont pas susceptibles de l'être, le préfet coordonnateur met en révision le document d'objectifs et saisit le comité de pilotage à cette fin.

#### **ARTICLE 6 – dispositions diverses :**

L'arrêté préfectoral n° DDT-SEF n° 2015-174 du 22 mai 2015 portant modification de la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 n° FR 830 1088 – Site « Haute-Vallée du Lignon », est abrogé.

#### **ARTICLE 7 – Recours :**

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa publication :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique auprès du ministre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être, elle-même, déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants.

- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont Ferrand.

**ARTICLE 8 : Exécution :**

Le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de l'Ardèche, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Auvergne - Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de la Haute-Loire et de l'Ardèche et dont une copie sera adressée à chaque membre du Comité de pilotage.

Au PUY-EN-VELAY, le 12 septembre 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,

Pour le directeur départemental des territoires,  
Le chef du service environnement et forêt,

Signé : Jean-Luc CARRIO



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

Au Puy en Velay, le 1er septembre 2016

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE HAUTE-LOIRE**

17, rue des Moulins. BP 10351  
43012 LE PUY-en-VELAY CEDEX

### **Décision de délégations spéciales de signature pour le pôle pilotage et ressources**

L'administratrice générale des finances publiques,

Directrice départementale des finances publiques de Haute-Loire ,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2011 portant création de la direction départementale de Haute-Loire ;

Vu le décret du 6 juin 2016 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX, administratrice générale des finances publiques, en qualité de directrice départementale des finances publiques de Haute-Loire ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques en date du 7 juin 2016 fixant au 1<sup>er</sup> juillet 2016 la date d'installation de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Haute-Loire ;

#### **Décide :**

**Article 1 :** Suite à des mouvements de personnels, délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :



## **1. Pour la Division Ressources :**

M. Bernard ROUCHON, Inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la division Ressources

Cette délégation spéciale ne s'applique pas aux décisions de gestion des personnels et aux actes de notation.

Pour le service « Ressources humaines »

Mme Marie-Line TRINTIGNAC, Inspectrice des finances publiques, chef du service Ressources Humaines

Cette délégation spéciale ne s'applique pas aux décisions de gestion des personnels et aux actes de notation.

Pour le service « Budget, Immobilier, Logistique » :

Mme Elsa SCHULHOF, Inspectrice des finances publiques, chef du service Budget Immobilier Logistique.

Sont exclus du champ de la présente délégation spéciale tous les actes du service afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues à l'ordonnateur secondaire délégué.

## **2. Pour la Division Stratégie :**

Mme Elisabeth PARET, Inspectrice principale des finances publiques, responsable de la division Stratégie.

Pour le service « Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service, Formation professionnelle »

Mme Anne-Sophie DEVEAUX, Inspectrice des finances publiques, chef du service.

**Article 2 :** La présente décision prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

L'Administratrice Générale des Finances Publiques,  
Directrice Départementale des Finances Publiques,

***Signé***

Valérie MICHEL-MOREAUX





PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction des Politiques Publiques et de l'Administration Locale  
Bureau des Élections et de l'Administration Générale

**Arrêté préfectoral DIPPAL/BÉAG n° 2016-179 portant homologation d'un terrain de moto cross situé à Pra'Moulhy lieu-dit « Les Cayres » sur la commune d'Yssingeaux**

*Le préfet de la Haute-Loire,*

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1;

**Vu** le code du sport, notamment les articles R 331-35 à R 331-45, ainsi que A 312-2, et A 331-21 à A 331-32 ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L 414-4 et R 414-19 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;

**Vu** le règlement de la fédération française de motocyclisme et en particulier l'annexe aux règles techniques et de sécurité intitulée « règles spécifiques pour l'aménagement des circuits » édictées en comité directeur le 22 juin 2015 ;

**Vu** la demande d'homologation du terrain d'entraînement de moto cross, situé Pra'Moulhy lieu-dit « Les Cayres » à Yssingeaux, déposée en préfecture le 7 juin 2016 par Monsieur Jean Laurent Autin, président de l'association sportive cayroise sise 11 Terrasse de Chomouroux à Yssingeaux, elle-même propriétaire des parcelles concernées mises à disposition en vue de cette pratique sportive ;

**Vu** la visite sur site effectuée le jeudi 7 avril 2016 par un expert diligentée par la fédération française de motocyclisme (Monsieur Olivier ROBERT) et le rapport d'inspection qui en a découlé, préconisant que des travaux de conformité soient réalisés afin de rendre le circuit conforme aux normes de sécurité applicables aux terrains de moto-cross ;

**Vu** les travaux de conformité effectués sur le site, et l'attestation de réalisation des travaux produite par le président de l'association sportive cayroise ;

**Vu** l'attestation de mise en conformité du site délivrée le 2 août 2016 par la direction des sports et de la réglementation de la fédération française de motocyclisme ;

**Vu** l'avis favorable émis par la commission départementale de sécurité routière réunie en sous-préfecture d'Yssingeaux le 8 septembre 2016, ainsi que les conclusions de sa visite sur place du terrain le 15 septembre 2016 ;

**Vu** l'étude d'incidences Natura 2000 produite par Monsieur Jean Laurent Autin président de l'association sportive cayroise et ses conclusions ;

**Vu** l'absence d'opposition de la sous-préfecture d'Yssingeaux ;

**Vu** l'avis favorable du maire d'Yssingeaux ;

**Vu** les avis favorables du commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, du directeur départemental des territoires de la Haute-Loire et du directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire ;

Préfecture de la Haute-Loire  
6, avenue du Général de Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 09 43 43 – Télécopie : 04 71 09 78 40  
Courriel : [prefecture@haute-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-loire.gouv.fr) – Site internet : [www.haute-loire.gouv.fr](http://www.haute-loire.gouv.fr)  
Horaires d'ouverture au public : ouvert du lundi au vendredi de 8H30 à 11H30 et de 13H30 à 16H30 (fermeture à 16H00 le vendredi)  
Bureau de la Circulation : guichets ouverts du lundi au vendredi de 8H15 à 12H15 (fermé l'après-midi)

Considérant que ce terrain de moto-cross, notamment à l'appui des travaux de mise en conformité réalisés par l'association sportive cayroise, est conforme aux normes techniques et de sécurité de la fédération française de motocyclisme ;

Considérant la présence d'une ligne téléphonique fixe à proximité immédiate du haut du terrain et la couverture du site par les opérateurs de téléphonie mobile ;

Considérant la présence effective et systématique sur le terrain, lors de ses jours et horaires d'ouverture, d'un membre de l'association sportive cayroise ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire :

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le terrain d'entraînement de moto cross situé Pra'Moulhy lieu-dit « Les Cayres » sur la commune d'Yssingeaux, tel qu'il est décrit dans le plan annexé au présent arrêté, est homologué pour une durée de **quatre ans** à compter de la date du présent arrêté, dans les conditions et sous réserve des prescriptions ci-après déclinées.

Les véhicules à moteur autorisés à emprunter la piste sont des motos à partir de 50 cm<sup>3</sup>, voire des quads, sous la réserve express que les évolutions se fassent impérativement par type d'engins motorisés (les motos seules, les quads seuls) et que jamais les 2 catégories ne soient en présence l'une de l'autre au même moment sur le terrain.

Le nombre maximal de motos présentes simultanément sur le terrain est de 45.

Les caractéristiques de la piste, objet de l'homologation, sont les suivantes :

- longueur totale : 1575 m
- largeur minimale : 5 m
- longueur de la ligne droite de départ : 70 m

L'accès au terrain est autorisé aux seuls licenciés de la fédération française de motocyclisme, à partir de 6 ans jusqu'à la catégorie seniors. Les pratiquants admis devront être en mesure de produire une copie de leur licence.

Toute modification à l'aménagement du circuit ou son tracé tels que décrits au plan de masse joint en annexe devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'homologation.

### **Article 2 :**

La présente homologation vaut exclusivement pour les entraînements et essais des licenciés de la fédération française de motocyclisme, membres de l'association sportive cayroise, et de toute personne autorisée par ses membres à accéder au terrain pour s'y entraîner.

Seuls les engins conformes aux normes prévues par la fédération française de motocyclisme, admis à accéder au terrain par l'association sportive cayroise, pour la pratique pour laquelle le terrain est homologué auront le droit d'évoluer.

Les compétitions sportives, motorisées ou non, organisées sur ce site devront faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la sous préfecture d'Yssingeaux, territorialement compétente.

### **Article 3 :**

L'utilisation du terrain est autorisée 2 samedis par mois, à la journée, entre 10h00 et 18h00.

### **Article 4 :**

Le règlement intérieur d'utilisation du circuit ainsi que ses jours et horaires d'entraînement devront être affichés à l'entrée.

### **Article 5 :**

Le gestionnaire doit obligatoirement souscrire une police d'assurance réglementaire et spécifique garantissant notamment sa responsabilité civile en tant qu'organisateur des activités sur le terrain.

#### **Article 6 :**

Toute entraînement devra être interrompu par le gestionnaire du terrain dès lors que les conditions de sécurité ne se trouveraient plus remplies, ou que les mesures prévues pour la protection du public ou des pratiquants par le règlement de la fédération ne seraient pas respectées.

#### **Article 7 :**

##### ***Sécurité***

Les exploitants du circuit veilleront à ce que la piste conserve les normes de sécurité prévues par la fédération française de motocyclisme.

Le terrain ne sera pas accessible en dehors des heures d'entraînements. L'enceinte du circuit devra être entièrement close et son accès rendu impossible en dehors des jours et horaires d'ouverture.

Les espaces réservés au public seront clairement identifiés et balisés lors des manifestations sportives. Ces zones devront être closes côté piste et se situer en surplomb de celle-ci ou protégées par un obstacle naturel ou derrière des barrières assez hautes et solides pour contenir le public sans présenter de danger pour les concurrents.

Si le public est admis dans des parties surplombant la piste, une barrière de retenue devra être installée. Les zones dangereuses, situées au même niveau ou en contrebas de la piste, seront interdites et signalées.

Les limites de la piste seront clairement matérialisées et renforcées en virage.

Au cours des entraînements, un membre de l'association sportive cayroise sera présent.

#### **Article 8 :**

##### ***Secours - Incendie***

Les responsables du circuit devront posséder un système d'alarme, afin de pouvoir donner l'ordre d'évacuation en cas d'urgence, ainsi qu'un moyen d'alerte permettant de prévenir immédiatement les services de secours (téléphone fixe, mobile ou tout autre dispositif rapide et sûr).

L'association sportive cayroise prendra toutes dispositions afin de laisser le libre accès des routes aux véhicules de secours. La voie utilisable par les engins de secours devra avoir une largeur d'au moins 3 mètres, les bandes réservées au stationnement étant exclues.

Une trousse de premiers secours devra être disponible en permanence.

En vue d'assurer la défense incendie, les exploitants du circuit devront posséder un lot d'extincteurs appropriés aux risques et maintenus à jour par un organisme agréé.

Ils veilleront au respect de l'arrêté préfectoral n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé.

#### **Article 9 :**

##### ***Environnement – Tranquillité publique***

Monsieur le maire d'Yssingaux et les responsables de l'association sportive cayroise veilleront à prendre les mesures nécessaires au respect de la tranquillité publique notamment en ce qui concerne le bruit, les odeurs ou la poussière.

Le gestionnaire devra prendre toutes les mesures destinées à garantir la pérennité des lieux par la récupération des déchets générés par les participants (pratiquants et spectateurs).

#### **Article 10 :**

En aucun cas, la présente homologation ne vaut autorisation d'utiliser des hauts-parleurs, fixes ou mobiles, ou permis de construire en cas d'aménagement de bâtiments. Les responsables devront se conformer aux réglementations applicables en la matière.

#### **Article 11 :**

Conformément aux dispositions de l'article R331-44 du code du sport, l'autorité qui a délivré l'homologation peut, à tout moment vérifier ou faire vérifier le respect des conditions ayant permis l'homologation.

La présente homologation pourra être révoquée à tout moment, après mise en demeure adressée aux responsables, s'il apparaissait que les dispositions du présent arrêté n'étaient pas respectées ou s'il s'avérait, après enquête, que son maintien n'était plus compatible avec les exigences de la sécurité ou de la tranquillité publique.

**Article 12 :**

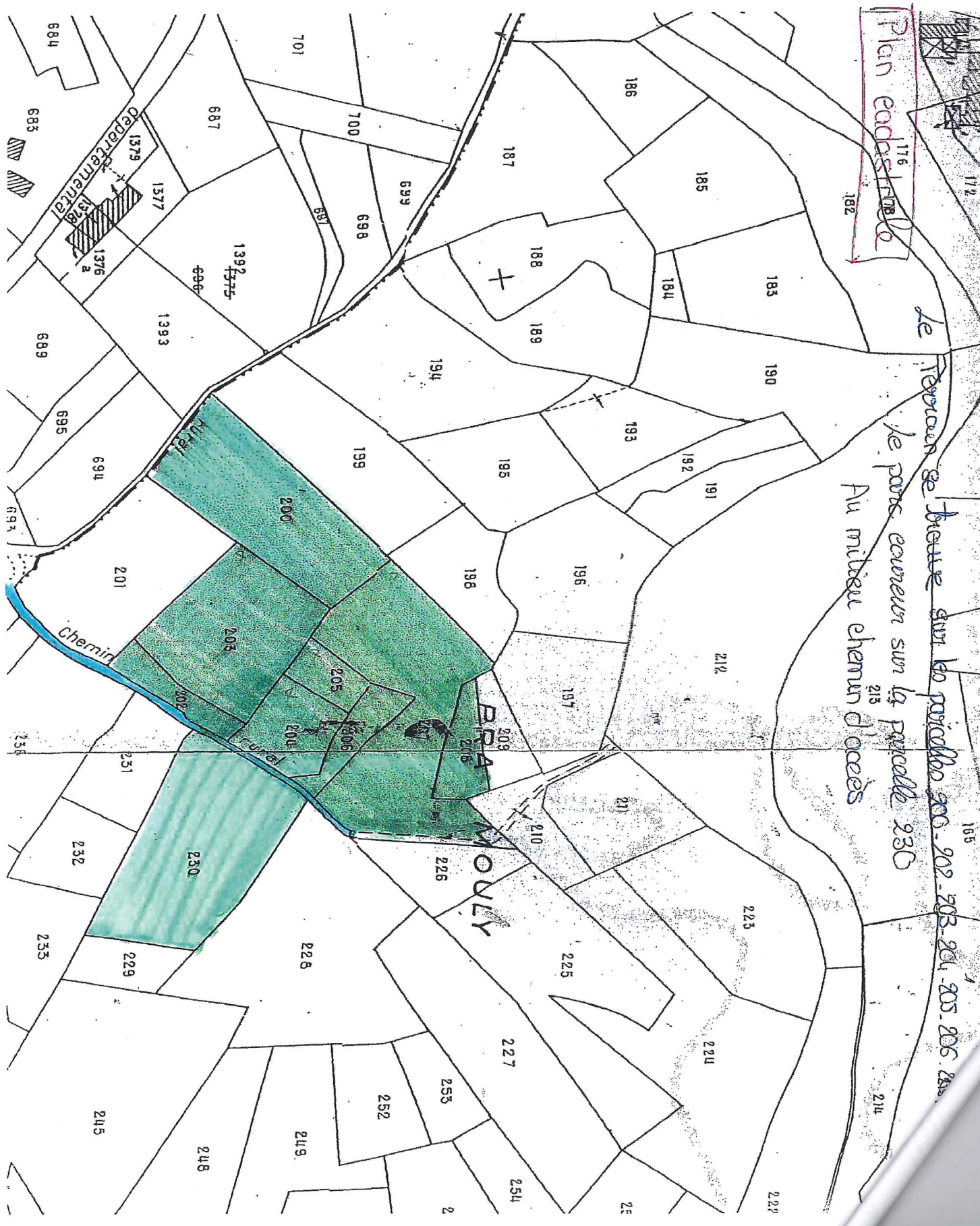
Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et le maire d'Yssingaux sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera notifié au gestionnaire du terrain, objet de la présente homologation, Monsieur Jean Laurent Autin, président de l'association sportive cayroise

Au Puy-en-Velay, le 21 septembre 2016

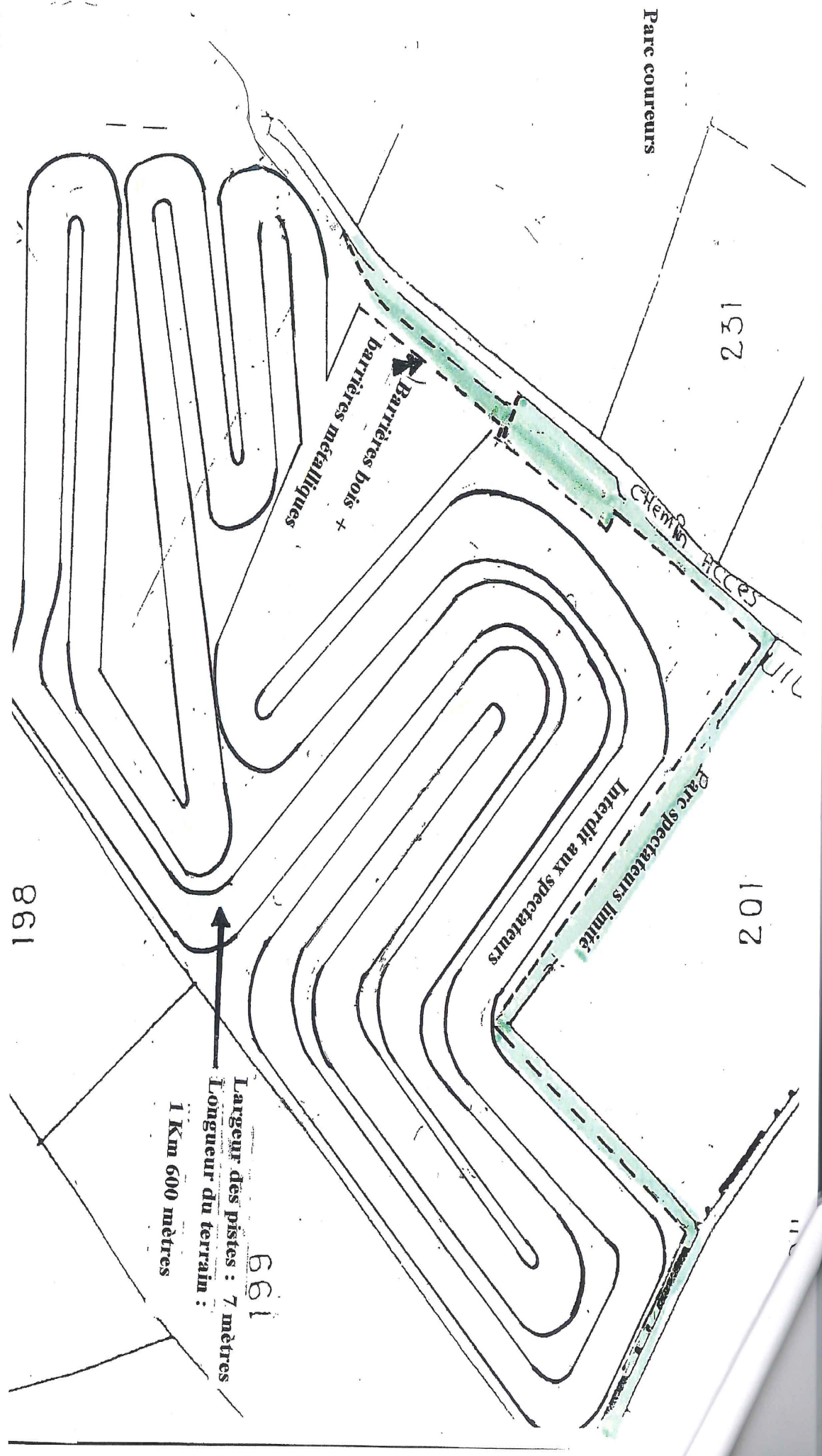
le préfet, par délégation,  
le directeur

*signé*

Jacques MURE







PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

BUREAU DES ÉLECTIONS ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

**Arrêté DIPPAL/BÉAG n°2016-169 portant institution de la commission d'organisation des élections des membres de la chambre de commerce et d'industrie de la région Auvergne – Rhône-Alpes, des membres de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire ainsi que celles des délégués consulaires relevant de la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire**

**Le préfet de la Haute-Loire,**

Vu le code de commerce et notamment ses articles L 713-17, R 713-13 à R 713-15 ; R 713-34 à R 713-36 et A 713-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral DIPPAL/BÉAG n°2016-161 du 6 septembre 2016 instituant la commission d'organisation des élections des membres de la chambre de commerce et d'industrie de la région Auvergne – Rhône-Alpes, des membres de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire ainsi que celles des délégués consulaires relevant de la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire ;

Vu la circulaire ministérielle n°000669 du 13 juillet 2016 relative à la mise en œuvre de l'élection des membres des chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la circulaire ministérielle n°JUSB1616342C9 du 11 août 2016 relative à l'élection des délégués consulaires 2016 ;

Vu les désignations du président du tribunal de commerce du Puy-en-Velay, de la présidente de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire, du président de la chambre de commerce et d'industrie de la région Auvergne .

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué, dans le département de la Haute-Loire, une commission d'organisation des élections des membres de la chambre de commerce et d'industrie de la région Auvergne-Rhône-Alpes, des membres de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire ainsi que celles des délégués consulaires relevant de la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire.

Cette commission est placée sous la présidence de Monsieur Jacques MURE, directeur des politiques publiques et de l'administration locale à la préfecture, représentant Monsieur le préfet, suppléé par Madame Pauline STOLARZ, chef du bureau des élections et de l'administration générale à la préfecture.

**Article 2** : Sa composition est ainsi fixée :

- Madame Nelly ISSARTEL, juge déléguée par le président du tribunal de commerce du Puy-en-Velay, suppléée par Monsieur René JEANNENOT, président du tribunal de commerce du Puy-en-Velay ;
- Madame Jocelyne DUPLAIN, présidente de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-

Loire, suppléée par Monsieur Serge JAMON, trésorier de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire ;

- Madame Pascale PONCHON-CORNUT, membre élu de la chambre de commerce et d'industrie de la région Auvergne;
- Monsieur Thierry CHAZE représentant le centre courrier de La Poste du Puy-en-Velay.

Article 3 : Son siège est fixé à la préfecture de la Haute-Loire. Son secrétariat est assuré :

- par Monsieur Bruno FRANÇOIS, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire, concernant l'élection des membres ;
- par Monsieur Bruno FRANÇOIS, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire, conjointement avec Madame Sylvie MARTIN, greffière du tribunal de commerce du Puy en Velay, concernant l'élection des délégués consulaires :

Article 4 : La commission est chargée :

- de vérifier la conformité des bulletins de vote et des circulaires ;
- au plus tard treize jours avant le dernier jour du scrutin (soit le 20 octobre 2016), de mettre à disposition des électeurs les circulaires et de leur expédier les bulletins de vote des candidats de leur catégorie ainsi que les instruments nécessaires au vote ;
- d'organiser la réception des votes ;
- d'organiser le dépouillement et le recensement des votes ;
- de proclamer les résultats.

Pour assurer ces opérations, le président de la commission peut solliciter le concours de la chambre de commerce et d'industrie de Haute-Loire.

Article 5 : La date limite de remise des circulaires et des bulletins de vote à la commission d'organisation des élections par les candidats est fixée au 17 octobre 2016 à 12h00 au plus tard.

La commission n'est pas tenue d'accepter les documents de propagande reçus postérieurement à cette date.

Article 6 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral DIPPAL/BÉAG n°2016-161 du 6 septembre 2016 sus-visé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire et la sous-préfète de Brioude sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Au Puy-en-Velay, le 12 septembre 2016,*

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Signé : Rémy DARROUX



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

*BUREAU DES ÉLECTIONS ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE*

**ARRÊTÉ DIPPAL BEAG 2016 – 171**

**fixant la liste des candidats à l'élection des membres de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Auvergne et de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Haute-Loire le 14 octobre 2016**

**Le préfet de la Haute-Loire,**

Vu le code l'artisanat ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n°99-433 du 27 mai 1999, modifié par le décret n°2016-628 du 18 mai 2016 relatif à la composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations et à l'élection de leurs membres ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 2016 fixant les conditions du vote par correspondance pour les élections des membres des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations et convoquant les électeurs ;

Vu la circulaire ministérielle du 14 juin 2016 relative aux élections du 14 octobre 2016 aux chambres de métiers et de l'artisanat ;

Vu les récépissés définitifs d'enregistrement des listes de candidats à l'élection des membres de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Auvergne et de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Haute-Loire le 14 octobre 2016 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;*

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> – Les listes des candidats à l'élection des membres de la chambre régionale de métiers et de l'artisanat d'Auvergne et de la chambre de métiers et de l'artisanat de la Haute-Loire le 14 octobre 2016, dont la déclaration de candidature a été enregistrée à la préfecture, est arrêtée selon l'annexe ci-jointe.

Article 2 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la préfecture et à la chambre de métiers et de l'artisanat de la Haute-Loire.

*Au Puy-en-Velay, le 13 septembre 2016*

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Signé : Rémy DARROUX

**LISTE DES CANDIDATS DE LA LISTE « UPA – Union Professionnelle Artisanale »**

N° d'ordre	Nom de famille – Nom d'épouse – Prénoms	Sexe (F/M)	Catégorie d'activité	Adresse de l'entreprise
1	MASSON Louis	M	Bâtiment	Le bourg 43260 Saint Pierre Eynac
2	PUECH Raphaël	M	Alimentation	24 rue St Pierre 43150 Le Monastier sur Gazeille
3	MASSON Isabelle	F	Services	25 avenue Baptiste Marcet 43000 Le Puy-en-Velay
4	SUC Michel	M	Bâtiment	La croix de Montchaud 43200 Yssingeaux
5	BONNEFOY Alexandre	M	Alimentation	3 avenue de la Marne 43200 Yssingeaux
6	BRET Lucille	F	Fabrication – Métiers d'art	18 rue du 11 novembre 43220 Dunières
7	JARDY Denis	M	Bâtiment	L'étoile 43220 Dunières
8	BLANC Jean-François	M	Alimentation	43230 Jax
9	TISON GALLAY Christiane	F	Services	23 rue des Fossés 43200 Yssingeaux
10	VACHER Jérémy	M	Alimentation	7 avenue de la Marne 43200 Yssingeaux
11	BARGOIN Jean-Charles	M	Fabrication	26 rue Porte Aiguière 43000 Le Puy-en-Velay
12	LOYER Audrey	F	Fabrication – Métiers d'art	33 avenue d'Auvergne 43100 Brioude
13	WISSELER Nicolas	M	Alimentation	26 avenue Jules Romain 43260 Saint Julien Chapeuil
14	CORTET Jean-François	M	Bâtiment	Le bourg 43440 Champagnac le vieux
15	SAGNARD FAYOLLE Brigitte	F	Services	5 rue Notre dame 43200 Yssingeaux
16	GRANGE Hubert	M	Fabrication	19, rue de Bellevue 43220 Dunières
17	JARDY Pascal	M	Bâtiment	Pealey – Lot. Les lilas 43600 Sainte Sigolène
18	SAHM MASSET Cathy	F	Services	Moulin des Brossettes 43200 Lapte
19	FARGET Alexandre	M	Alimentation	Rue principale 43490 Costaros

20	DEBARD Francis	M	Bâtiment	Basse ville 43430 Fay sur Lignon
21	PEYRACHE PAULET Angélique	F	Alimentation	Place de la mairie 43290 Montfaucon en Velay
22	ALTET Frédéric	M	Services	51/53 Faubourg St Jean 43000 Le Puy-en-Velay
23	DELOLME Serge	M	Services	École Publique – Appart 1 <sup>er</sup> étage 43300 Pinols
24	RAYMOND BARBIER Cécile	F	Bâtiment	Les granges 43200 Yssingeaux
25	FAVIER Bruno	M	Bâtiment	Rue de Fonteline 43270 Allègre
26	BEZANGER Erwan	M	Services	2 rue des caves 43390 Vezézoux
27	ROUX BERARD-ROUX Elodie	F	Services	27 rue Chaussade 43260 Saint Julien Chapteuil
28	GRIMALDI Thierry	M	Bâtiment	7 rue Burel 43000 le puy-en-Velay
29	BAYLE Gilbert	M	Services	Le Coudert 43260 Queyrières
30	MASSON GIBERT Muriel	F	Services	2 bis Route de Lyon 43700 Brives Charensac
31	MICHEL Jean Stéphane	M	Bâtiment	Reilhac 43300 Mazeyrat d'Allier
32	GUILLAUME Nicolas	M	Services	Les Aubennes 43230 St Georges d'Aurac
33	EXBRAYAT ANCETTE Gisèle	F	Bâtiment	61, rue Alexandre Borde 43170 Saugues
34	MERLE Patrice	M	Bâtiment – Métiers d'art	Mendigoules 43190 Tence
35	ALLIROL Richard	M	Bâtiment	17 rue St Vosy 43700 Brives Charensac
36	NICOLAS MONAT Hélène	F	Services	9 Place de la Libération 43700 Brives Charensac
37	CHAZE Pascal	M	Services – métiers d'art	Lotissement le Parc 3 – Le bourg 43700 Coubon
38	RASCLE Romain	M	Fabrication	ZA La rulière 2 43620 St Romain Lachalm
39	MASSON BERNARDI Claire	F	Services	65 rue St Pierre 43150 Le Monastier sur Gazeille

**LISTE DES CANDIDATS DE LA LISTE « FIERs D'ETRE ARTISANS »**

N° d'ordre	Nom de famille – Nom d'épouse – Prénoms	Sexe (F/M)	Catégorie d'activité	Adresse de l'entreprise
1	VIDAL Serge	M	Bâtiment	Courbes 43800 Malrevers
2	COMUNELLO Gilles	M	Alimentation	Le Bourg - Place de l'Eglise 43800 Beaulieu
3	FAYOLLE Catherine	F	Services	12 rue St Pierre 43100 Brioude
4	BERODOT Michel	M	Fabrication Métiers d'art	Le Bourg Sembadel
5	THIOULOUSE Serge	M	Alimentation	2 rue Général Lafayette 43000 Le Puy-en-Velay
6	OUILLO, PELISSIER, Elisabeth	F	Bâtiment	62 route Nationale Impasse les Acacias 43200 St Maurice de Lignon
7	LIOGIER Daniel	M	Services	2 bis avenue de Bonneville Rocade d'Aiguille 43000 Aiguille
8	ROME Jacky	M	Bâtiment	Zone artisanale Taulhac 43000 Le Puy-en-Velay
9	GOIFFON, SUC, Claire	F	Services	Rue Oddo de Gissey 43000 Le Puy-en-Velay
10	GAGNE Yannick	M	Fabrication	60 boulevard Bertrand de Doue 43000 Le Puy-en-Velay
11	SABOT Yann	M	Alimentation	21 rue St Gilles 43000 Le Puy-en-Velay
12	GALLIEN, JAROUSSE, Christiane	F	Bâtiment	4 rue de l'église 43770 Chadrac
13	VINCENT René	M	Alimentation	3 Place St Robert 43260 St Julien Chapeuil
14	JOURDE Thierry	M	Services	Route de Langogne 43420 Pradelles
15	MICHALON Gisèle	F	Fabrication	Des Allors 43210 Bas en Basset
16	BASTET Laurent	M	Services	26 boulevard Maréchal Fayolle 43000 Le Puy-en-Velay
17	FARGETTE Laurent	M	Fabrication	ZA du Vernet 43500 Craponne sur Arzon
18	BONNET Séverine	F	Services	1 impasse des crêtes – Taulhac 43000 Le Puy-en-Velay
19	VALLAT Patrick	M	Bâtiment	ZA 43100 Vieille-Brioude

20	VIANES Christoph	M	Alimentation	21 faubourg Constant 43500 Craponne sur Arzon
21	EYMARON, RIBEYRON, Maryse	F	Bâtiment	Route de Craponne 43130 Retournac
22	SEQUEIRA David	M	Bâtiment	Pissavit 43100 Vieille-Brioude
23	PROHET Alain	M	Bâtiment	9 route de la Chaise Dieu 43500 Craponne sur Arzon
24	DURIEUX, COUDERC, Katy	F	Bâtiment	Lot 6 Vincon 43620 St Romain Lachalm
25	MARION Philippe	M	Alimentation	45 boulevard Maréchal Fayolle 43000 Le Puy-en-Velay
26	BUFFERNE Jean-Paul	M	Bâtiment Métiers d'art	Le Bourg 43500 Boisset
27	PONTVIANNE, OKNINSKI Frédérique	F	Services	25 rue St Joseph 43200 St Maurice de Lignon
28	SABOT Jean-Pierre	M	Bâtiment Métiers d'art	Chemin de la Batie 43600 Ste Sigolène
29	CELLE Claude	M	Services	Avenue du 8 mai ZA de Chatimbarbe 43200 Yssingeaux
30	MOURBRUN, GUINET Evelyne	F	Alimentation	10 rue du commerce 43100 Brioude
31	CHABANNE Philippe	M	Bâtiment	Les Doniches 43270 Allègre
32	MAURIN Jean Paul Marie	M	Fabrication	La Vigne 43800 Rosières
33	LEMOINE, BILCOCQ, Ludivine	F	Alimentation	1 Place aux veaux 43230 Paulhaguet
34	BARTHELEMY René	M	Services	Route du Puy – ZA 43260 St Julien Chapeuil
35	BARBIER Ghislain	M	Fabrication	10 rue de la transcevenole 43700 Brives Charensac
36	VEY Julie	F	Services	ZA Les Molletons 43120 Monistrol sur Loire
37	CAMMAROTA Alain	M	Bâtiment	Avenue des écoles – Eynac 43150 Le Monastier sur Gazeille
38	POUSSINEAU Cédric	M	Fabrication	35 route de Polignac 43770 Chadrac
39	DOUSPIS Julie	F	Services	Place du Marché 43200 Yssingeaux
40	DURIEUX Pierre	M	Bâtiment	Zone d'activité de Chambaud 43620 St Romain Lachalm
41	DELABRE Lionel	M	Alimentation	Lavee 43200 Yssingeaux

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
Bureau des élections et de l'administration générale

**Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 173**  
**portant autorisation d'organiser une manifestation sportive**  
**de techniques de randonnée équestre en compétition (TREC),**  
**le dimanche 25 septembre 2016**

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code du sport et notamment ses articles R.331-6 à R.331-17-2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDSV 2002-21 du 29 juillet 2002, fixant les conditions sanitaires exigées pour la présentation d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine, équine, de rongeurs et d'oiseaux, aux concours, expositions ou autres rassemblements de Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;
- Vu la demande présentée le 5 août 2016, par Madame Delphine SIGAUD, représentant « Les écuries de Bonnefont », en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le dimanche 25 septembre 2016, une manifestation sportive de techniques de randonnée équestre en compétition (TREC), se déroulant sur les communes de Saint-Martin de Fugères, Salettes et Goudet ;
- Vu le règlement de la fédération française d'équitation (FFE) et l'avis favorable du 4 décembre 2015 ;
- Vu le règlement particulier de l'épreuve ainsi que l'ensemble des pièces jointes à la présente demande ;
- Vu l'attestation d'assurance responsabilité civile délivrée à l'organisateur par la société de courtage d'assurance du Crédit agricole Loire Haute-Loire ;
- Vu les avis favorables des maires des communes concernées ;
- Vu les avis favorables du commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, du directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, du directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et du président du conseil départemental de la Haute-Loire ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE**

**Article 1** - Madame Delphine SIGAUD, représentant « Les écuries de Bonnefont », est autorisée à organiser, le **dimanche 25 septembre 2016**, une manifestation sportive de techniques de randonnée équestre en compétition (TREC), se déroulant sur les communes de Saint-Martin de Fugères, Salettes et Goudet, conformément aux parcours et programmes définis dans le dossier de demande d'autorisation.

**Article 2** - Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions, des décrets et des arrêtés précités, ainsi que des mesures suivantes arrêtées par les services chargés de la voirie et de la surveillance de la circulation.

Le règlement de la fédération française d'équitation doit être appliqué et respecté.

### **SÉCURITÉ**

Cette épreuve est ouverte uniquement aux titulaires d'une licence.

Sont obligatoires, pour tous les concurrents, le port du casque et, pour l'épreuve PTV (parcours en terrain varié), le port d'un gilet protège-dos.

L'âge minimum des participants est de 12 ans. Dans le cas où un participant serait plus jeune, il devra être impérativement accompagné par un concurrent majeur. Chaque concurrent sera muni d'une licence pratiquant et compétition comprenant un certificat médical et une autorisation parentale le cas échéant.

La liberté de la circulation et la sécurité générale seront sauvegardées sur les routes empruntées.

Les concurrents devront respecter les règles élémentaires de prudence et se conformer strictement aux dispositions du code de la route. Ils devront marquer un temps d'arrêt au niveau de chaque intersection avec une route départementale.

Dans la mesure du possible, les participants devront circuler, hors chaussée, sur accotement.

L'organisateur devra prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des participants, des spectateurs et des usagers de la route.

Les zones sensibles suivantes seront impérativement prises en compte :

- **la traversée des village de Saint-Martin de Fugères et Goudet**, en raison de la présence de rues étroites et sinueuses,
- **les traversées ou emprunts des routes départementales RD 37, 49 et 500.**

Les emplacements du public devront être clairement identifiés et balisés.

Une signalisation adéquate (panneaux avec la mention « PASSAGE DE CHEVAUX ») sera mise en place afin d'informer les usagers de la route du déroulement d'une épreuve équestre.

L'organisateur veillera à ce que les emplacements du public soient clairement identifiés et balisés.

Les riverains devront être informés de la manifestation.

L'ensemble des mesures de sécurité (barrières, balisages, signaleurs, etc...) sera à la charge de l'organisateur et conforme à la législation en vigueur.

### **SERVICE D'ORDRE**

Le service d'ordre sera assuré par les organisateurs et sous leur responsabilité, sans qu'en aucun cas, celle de l'État, du département et des communes puisse se trouver engagée.

Des signaleurs seront positionnés aux points et carrefours dangereux du parcours, notamment au niveau de chaque point de traversée de route départementale et de part et d'autre de chaque section de route départementale empruntée.

Ces signaleurs agréés, désignés en annexe du présent arrêté, devront être identifiables par les usagers de la route au moyen d'un gilet ou brassard réflectorisé (jaune ou orangé). Ils seront en possession d'un moyen de communication leur permettant de donner l'alerte en cas de besoin et d'une copie du présent arrêté.

Les participants respecteront les indications des signaleurs.

Dans le cadre du service normal, si les effectifs et impératifs du moment le permettent, un service de gendarmerie sera commandé principalement en vue de vérifier l'application des conditions de sécurité.

### **Article 3** -

### **SECOURS – INCENDIE**

Tout au long de la manifestation, l'organisateur devra disposer d'un moyen permettant l'alerte des secours.

Une personne diplômée en matière de secourisme sera présente pendant toute la durée de la compétition.

Pour toute demande de secours, l'organisateur préviendra le centre de traitement de l'alerte (CTA), tél. 18 ou 112. Il veillera à ce que les accès aux divers sites de l'épreuve soient libres en toutes circonstances, de façon à faciliter la circulation des engins de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours se réserve le droit, en cas de force majeure, d'utiliser les divers axes routiers privatisés à l'occasion de la manifestation.

Toute demande de secours complémentaire devra être adressée au CODIS 43 qui, en concertation avec le CRRRA 15 (SAMU), enverra le vecteur le plus approprié.

En cas de mise en œuvre de moyens sapeurs-pompiers, le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant assurera, sous l'autorité du Préfet, en liaison avec le Sous-Préfet de permanence, le commandement des opérations de secours.

L'organisateur est tenu de respecter l'arrêté préfectoral SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé.

**Article 4** - L'arrêté préfectoral n° DDSV 2002-21 du 29 juillet 2002, sus-visé, sera respecté.

**Un contrôle devra être effectué à l'arrivée des chevaux par un docteur vétérinaire de la clinique du Rond-Point, 27 avenue Jeanne d'Arc à Vals-près-Le Puy (43750), aux frais de l'organisateur, afin de s'assurer que les chevaux répondent aux conditions suivantes :**

- les équidés devront être identifiés individuellement (signalement complété obligatoirement d'un transpondeur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006) et accompagnés de leurs documents d'identification valides établis par les Haras Nationaux ;
- les chevaux âgés de plus de 12 mois devront être correctement vaccinés contre la grippe équine. En cas de primo-vaccination, comportant 2 injections espacées de 3 à 12 semaines, la deuxième injection devra dater de plus de 15 jours et de moins d'un an. En cas de rappel, la dernière injection devra avoir été reçue depuis moins d'un an.
- ces animaux ne devront présenter aucun signe clinique de maladie et seront exempts de parasites externes.

Le détail de l'intervention du docteur vétérinaire devra être transmis au service alimentation et santé publique vétérinaire de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations.

En cas de nécessité, le vétérinaire assurera les soins aux équidés et pourra exclure tout animal ne répondant pas aux conditions ci-dessus.

## **Article 5 - ENVIRONNEMENT**

Les organisateurs sont chargés de veiller au respect de l'environnement par l'ensemble des personnes présentes sur les zones de la manifestation.

Dès la fin de la manifestation, les organisateurs porteront un soin particulier au retrait de la signalétique, au nettoyage et à la remise en état des lieux. Ces opérations concerneront l'ensemble des espaces ayant accueilli la manifestation sportive et les spectateurs.

Les responsables de l'épreuve respecteront la préservation de l'environnement, notamment de milieux sensibles (habitats naturels remarquables ou zones humides par exemple), particulièrement quant au choix des zones de gardiennage (paddocks) et de stationnement des véhicules.

Aucune inscription (peinture ou autres) ne sera apposée sur le domaine public ou ses dépendances (chaussées, bornes, arbres, supports de signalisation ...).

Toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances sera à la charge des organisateurs.

Dans le cas où le passage des concurrents occasionnerait des dégâts (boue, terre, ...) la chaussée et les accotements des voies empruntées seront remis en état aux frais des organisateurs.

Les organisateurs veilleront au respect et à la protection des propriétés privées (propriétés, champs, prés,...).

Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'accord formel de celui-ci.

**Article 6** - Le jet de tracts, journaux, prospectus, objets ou produits quelconques sur la voie publique est rigoureusement interdit.

**Article 7** - Toutes autres dispositions pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation afin d'assurer le bon déroulement des épreuves.

**Article 8** - L'État ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de manquement, par l'organisateur, aux obligations de sécurité fixées par le présent arrêté.



**Article 9** - En tout état de cause, la présente décision ne vaut pas autorisation d'utiliser des haut-parleurs fixes ou mobiles à l'occasion de la manifestation.

**Article 10** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le président du conseil départemental de la Haute-Loire ainsi que les maires de Saint-Martin de Fugères, Salettes et Goudet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire, et dont un exemplaire sera notifié à Madame Delphine SIGAUD, représentant « Les écuries de Bonnefont ».

*Au Puy-en-Velay, le 19 septembre 2016*

Pour le préfet, et par délégation,  
le directeur

***Signé***

Jacques MURE

***Voies et délais de recours –***

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

**Manifestation sportive :**

**TECHNIQUES DE RANDONNÉE ÉQUESTRE DE COMPÉTITION**

**DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2016**

**Liste des signaleurs**

<b>NOMS</b>	<b>Prénom</b>
GABORIT	Fabienne
GABORIT	Sylvain
LANTHEAUME	Violaine
ISSARTEL	Chrystelle
SIGAUD	Delphine
SIGAUD	Rémy
SIGAUD	Louis
SIGAUD	Christine
JOUBERT	Jeanine

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
Bureau des élections et de l'administration générale

**Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 177**  
**portant autorisation d'organiser une manifestation sportive pédestre**  
**dénommée « Les 10 kilomètres de Chadrac », le dimanche 25 septembre 2016**

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code du sport et notamment ses articles R.331-6 à R.331-17-2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;
- Vu l'arrêté municipal du maire de Chadrac en date du 2 septembre 2016, réglementant temporairement la circulation et le stationnement sur sa commune ;
- Vu la demande présentée le 9 août 2016, complétée le 30 août 2016, par M. Emmanuel TESTUD, président de Velay Athlétisme, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le dimanche 25 septembre 2016, une manifestation sportive pédestre dénommée « Les 10 kilomètres de Chadrac » se déroulant sur la commune de Chadrac ;
- Vu le règlement de la fédération française d'athlétisme (FFA), et l'avis favorable de la fédération délégataire locale en date du 14 août 2016 ;
- Vu le règlement particulier de l'épreuve ainsi que l'ensemble des pièces jointes à la présente demande ;
- Vu l'attestation d'assurance responsabilité civile de la société AIAC Courtage, en date du 17 août 2016, produite par l'organisateur ;
- Vu la convention de secours établie entre l'organisateur et la protection civile de l'Ardèche (PC 07), des 25 mars 2016 et 28 août 2016 ;
- Vu l'avis favorable du maire de la commune concernée ;
- Vu les avis favorables du directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Loire, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, du directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et du président du conseil départemental de la Haute-Loire ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE**

**Article 1** - Monsieur Emmanuel TESTUD, président de Velay Athlétisme, est autorisé à organiser, le **dimanche 25 septembre 2016**, une manifestation sportive pédestre dénommée « **Les 10 kilomètres de Chadrac** » se déroulant sur le territoire de la commune de Chadrac, conformément aux parcours et horaires définis dans le dossier de demande d'autorisation :

- 9 H 30 : départ de la course des 10 km chronométrée (label régional) ;
- 9 H 35 : départ de la course de 10 km en relais, non chronométrée ;
- 11 H 00 : départ de la course des jeunes , 3 boucles de 900 m ;
- 11 H 15 : départ de la course enfants, non chronométrée.

**Article 2** - Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions, des décrets et des arrêtés précités, ainsi que des mesures suivantes arrêtées par les services chargés de la voirie et de la surveillance de la circulation.

Le règlement de la fédération française d'athlétisme doit être appliqué et respecté.

### **SÉCURITÉ**

L'organisateur prendra toutes mesures utiles pour assurer la sécurité de l'ensemble des personnes présentes sur la manifestation, notamment les personnes de l'organisation, les concurrents, les spectateurs et les usagers de la route.

Un certificat médical de non contre-indication à la pratique de la course pédestre sera demandé à tous les participants ne possédant pas de licence sportive.

L'inscription des participants mineurs sera accompagnée d'une autorisation parentale.

L'organisateur veillera à ce que les emplacements du public seront clairement identifiés et balisés.

Le cas échéant, les voies ouvertes à la circulation faisant partie de l'itinéraire des courses auront leur chaussée séparée par un dispositif de barrière et rubalise, matérialisant la partie de chaussée réservée à la course.

Des barrières seront placées à toutes les intersections importantes, sur lesquelles le mot « **COURSE** » sera inscrit renforcé d'un panneau de type BO (interdit à tous véhicules).

Le cas échéant, sur les voies ouvertes à la circulation faisant partie du parcours de la course, la portion de la chaussée réservée à la course sera délimitée et séparée par un dispositif de barrières et de rubalise.

Toutes dispositions seront prises par les maires des communes concernées afin d'assurer le bon déroulement de l'épreuve.

### **SERVICE D'ORDRE**

Le service d'ordre sera assuré par les organisateurs et sous leur responsabilité, sans qu'en aucun cas, celle de l'État, du conseil départemental et des communes concernées puisse se trouver engagée.

Des signaleurs en nombre suffisant seront positionnés aux points et carrefours dangereux du parcours, notamment à toutes les intersections sur les parcours empruntés par les participants..

Ces signaleurs agréés, désignés en annexe, doivent obligatoirement être titulaire du permis de conduire en cours de validité. Ils seront identifiables par les usagers de la route au moyen d'un gilet réflectorisé (jaune ou orange) marqué « COURSE » et être en possession d'une copie du présent arrêté autorisant la course.

Ceux placés sur les voies ouvertes à la circulation seront munis de piquets mobiles à deux faces, modèle K10 (une face rouge et une face verte) pour permettre aux usagers de savoir si la route est libre ou non.

La signalisation nécessaire et réglementaire faisant état des interdictions et restrictions opposables aux usagers sera implantée.

Les services de la police nationale n'engageront aucun effectif sur cette épreuve, ils assureront la sécurité publique dans le cadre de leur mission de service général.

### **CIRCULATION – STATIONNEMENT**

Les dispositions de l'arrêté municipal de Chadrac, sus-visé et ci-annexé, seront appliquées et respectées.

Les organisateurs assureront la mise en place, la gestion et la maintenance de la signalisation réglementant la circulation et le stationnement, et celle, éventuellement, relative à la déviation créée.

Toutes dispositions nécessaires pourront être prises par le maire de la commune concernée par la manifestation.

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions de sécurité portant sur les conditions de circulation et de stationnement qui ressortent de la compétence du maire de la commune concernée.

### **Article 3 -**

### **SECOURS – INCENDIE**

Tout au long de la manifestation, l'organisateur devra disposer d'un moyen permettant l'alerte des secours, notamment par chaque personnel d'encadrement afin de signaler tout incident dans les meilleurs délais.

Les organisateurs mettront en place le dispositif prévisionnel de secours (DPS) suivant, assuré par la protection civile de l'Ardèche AP 07 :

- 1 équipe de 3 secouristes,
- 1 véhicule de premiers secours.

Le responsable du dispositif de secours est chargé, à son arrivée et en lien avec l'organisateur, de prendre contact avec le CODIS 43 (04 71 07 03 18), puis de le tenir informé du déroulement de la manifestation et de la levée du dispositif.

L'organisateur préviendra le centre de traitement de l'alerte (CTA) pour toute demande de secours en composant l'un des numéros suivants : 18 ou 112.

Les organisateurs veilleront à ce que les accès aux divers sites de l'épreuve soient libres en toutes circonstances, de façon à faciliter la circulation des engins de secours.

Toute demande de secours complémentaire doit être adressée au CODIS 43, qui en concertation avec le CRRA 15 (SAMU) enverra le vecteur le plus approprié.

En cas de nécessité de mise en œuvre des moyens sapeurs-pompiers, le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant, assurera sous l'autorité du préfet, en liaison avec le sous-préfet de permanence, le commandement des opérations de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours sera habilité, en cas de force majeure, à utiliser les divers axes routiers privatisés à l'occasion de la manifestation.

L'organisateur sera tenu de respecter l'arrêté préfectoral SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé.

**Article 4** - Dès la fin de la manifestation, les organisateurs procéderont au retrait de la signalétique et à la remise en état des lieux. Ces opérations concerneront l'ensemble des espaces ayant accueilli la manifestation sportive et les spectateurs.

Aucune inscription (peinture ou autres) ne sera apposée sur le domaine public ou ses dépendances (chaussées, bornes, arbres, supports de signalisation ...).

Toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances sera à la charge des organisateurs.

**Article 5** - Le jet de tout imprimé ou objet quelconque sur la voie publique, la pose d'affiches sur les dépendances de la voie publique (plantations, panneaux de signalisation, ouvrages d'art, etc.) sont rigoureusement interdits.

**Article 6** - Toutes autres dispositions pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation afin d'assurer le bon déroulement des épreuves.

**Article 7** - L'État ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de manquement, par l'organisateur, aux obligations de sécurité fixées par le présent arrêté.

**Article 8** - En tout état de cause, la présente décision ne vaut pas autorisation d'utiliser des haut-parleurs fixes ou mobiles à l'occasion de la manifestation.

**Article 9** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le président du conseil départemental de la Haute-Loire ainsi que le maire de Chadrac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire, et dont un exemplaire sera notifié à M. Emmanuel TESTUD, président de Velay Athlétisme.

*Au Puy-en-Velay, le 20 septembre 2016*

Pour le préfet, et par délégation,  
le directeur

***Signé***

Jacques MURE

Voies et délais de recours –

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

**Manifestation sportive pédestre : LES 10 kilomètres de Chadrac**

**DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2016**

**Liste des signaleurs**

<b>NOMS</b>	<b>Prénom</b>
RIVIER	Robert
RIVIER	Monique
RIVAL	Bernard
SOULIER	Pierre
GARNIER	Geoffrey
AVIT	Thierry
PESTRE	Christine
ROCHETTE	Gisèle
LEAGE	Gabriel
MOURY	Françoise
SEIGNARD	David
TOURETTE	Claude



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

Bureau des élections et de l'administration générale

**Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 178**  
**portant autorisation d'organiser une manifestation cycliste**  
**dénommée « Les chronos du Velay », le dimanche 25 septembre 2016**

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code du sport et notamment ses articles R.331-6 à R.331-17-2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;
- Vu l'arrêté du président du conseil départemental n° CR 2016-09-20a réglementant temporairement la circulation sur la route départementale 103 ;
- Vu la demande présentée le 29 avril 2016 et modifiée le 5 septembre 2016 par M. Marc PHILIPPE, président de l'association « Vélo-Club du Velay », en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le dimanche 25 septembre 2016, une manifestation sportive cycliste dénommée « Les chronos du Velay » se déroulant sur les communes de Chaspinhac, Saint-Vincent, Lavoûte/Loire et Vorey/Arzon ;
- Vu le règlement de la fédération française de cyclisme (FFC), et l'avis favorable du comité départemental FFC de la Haute-Loire en date du 5 mai 2016 ;
- Vu le règlement particulier de l'épreuve ainsi que l'ensemble des pièces jointes à la présente demande ;
- Vu l'attestation d'assurance responsabilité civile délivrée le 9 mai 2016 à l'organisateur par la société d'assurance MAIF – Groupe MDS ;
- Vu les avis favorables des maires des communes concernées ;
- Vu les avis favorables du commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, du directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, du directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et du président du conseil départemental de la Haute-Loire ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE**

**Article 1** - M. Marc PHILIPPE, président de l'association « Vélo-Club du Velay », est autorisé à organiser, le **dimanche 25 septembre 2016**, une manifestation sportive cycliste dénommée « **Les chronos du Velay** » se déroulant sur le territoire des communes de Chaspinhac, Saint-Vincent, Lavoûte/Loire et Vorey/Arzon, conformément aux parcours et horaires définis dans le dossier de demande d'autorisation :

- Contre la montre de 9 h 00 à 12 h 30 de Peyredeyre – Pont SNCF (Chaspinhac) à Vorey/Arzon.



**Article 2** - Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions, des décrets et des arrêtés précités, ainsi que des mesures suivantes arrêtées par les services chargés de la voirie et de la surveillance de la circulation.

Le règlement de la fédération française de cyclisme doit être appliqué et respecté.

### **SÉCURITÉ - SERVICE D'ORDRE**

L'organisateur prendra toutes mesures utiles pour assurer la sécurité de l'ensemble des personnes présentes sur la manifestation, notamment les personnes de l'organisation, les concurrents, les spectateurs et les usagers de la route.

Le port du casque rigide est obligatoire.

Un certificat médical de non contre-indication à la pratique de la course cycliste sera demandé à tous les participants ne possédant pas de licence sportive.

L'inscription des participants mineurs sera accompagnée d'une autorisation parentale.

Les participants doivent respecter les règles élémentaires de prudence et se conformer aux dispositions du code de la route.

L'organisateur devra prévoir une signalétique adéquate en vue d'informer les usagers de la route du déroulement de la manifestation.

L'organisateur veillera à prévenir tout problème de sécurité qui pourrait survenir en raison de la présence de panneaux « Route barrée » situés à Lavoûte/Loire, au niveau du pont.

Dans les zones de sprint, des barrières et/ou une signalisation adaptée seront mises en place.

Le service d'ordre sera assuré par les organisateurs et sous leur responsabilité, sans qu'en aucun cas, celle de l'État, du conseil départemental et des communes concernées puisse se trouver engagée.

Des signaleurs agréés seront positionnés en nombre suffisant aux carrefours et points dangereux du parcours.

Les signaleurs agréés, désignés en annexe, doivent obligatoirement être titulaire du permis de conduire en cours de validité. Ils seront identifiables au moyen d'un brassard ou d'une chasuble réfléchissante marqués « COURSE » et porteurs d'une copie du présent arrêté autorisant la course.

Dans le cadre du service normal, et si les effectifs et les impératifs du moment le permettent, un service de gendarmerie sera commandé principalement dans le but de vérifier si les conditions de sécurité sont appliquées. Aucun service d'ordre ne sera mis en place.

### **CIRCULATION**

En raison de travaux de confortement des parois rocheuses en surplomb de la route départementale n° 103, le départ devra impérativement être positionné au niveau du pont SNCF au lieu-dit Peyredeyre sur la commune de Chaspinhac.

En aucun cas, la grimpee Peyredeyre / Chaspinhac ne devra se dérouler.

Les organisateurs et les participants accèderont au lieu-dit Peyredeyre obligatoirement par l'itinéraire de déviation mis en place par les services du conseil départemental. Il sera totalement exclu d'emprunter la route départementale n° 71, entre Chaspinhac et Durianne.

La liberté de la circulation et la sécurité générale seront sauvegardées sur les routes empruntées.

Priorité de passage sera accordée aux coureurs cyclistes au niveau des carrefours.

Les organisateurs assureront la mise en place, la gestion et la maintenance de la signalisation réglementant la circulation.

L'arrêt du président du conseil départemental, susvisé et ci-annexé, sera appliqué et respecté.

Toutes dispositions nécessaires pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation.

### **Article 3 - SECOURS – INCENDIE**

Tout au long de la manifestation, l'organisateur devra disposer d'un moyen permettant l'alerte des secours.

Un médecin ou un centre de secours devra pouvoir être joint à tout moment.

Les organisateurs mettront en place les moyens de secours suivants :

- 1 poste de secours équipé du matériel de secours nécessaire à l'arrivée, avec la présence de deux infirmiers et/ou secouristes ;
- 1 ambulance (Société DESVIGNES) au départ.

Le responsable des secours est chargé, à son arrivée et en lien avec l'organisateur, de prendre contact avec le CODIS 43 (04 71 07 03 18), puis de le tenir informé du déroulement de la manifestation et de la levée du dispositif.

L'organisateur prévendra le centre de traitement de l'alerte (CTA) pour toute demande de secours en composant l'un des numéros suivants : 18 ou 112.

Les organisateurs veilleront à ce que les accès aux divers sites de l'épreuve soient libres en toutes circonstances, de façon à faciliter la circulation des engins de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours sera habilité, en cas de force majeure, à utiliser les divers axes routiers privatisés à l'occasion de la manifestation.

Toute demande de secours complémentaire doit être adressée au CODIS 43, qui en concertation avec le CRRA 15 (SAMU) enverra le vecteur le plus approprié.

En cas de nécessité de mise en œuvre des moyens sapeurs-pompiers, le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant, assurera sous l'autorité du préfet, en liaison avec le sous-préfet de permanence, le commandement des opérations de secours.

L'organisateur sera tenu de respecter l'arrêté préfectoral SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé.

#### **Article 4 - ENVIRONNEMENT – TRANQUILLITÉ PUBLIQUE**

La manifestation prend place au sein de la zone de protection spéciale (ZPS) des gorges de la Loire.

Les organisateurs sont chargés de veiller au respect de l'environnement par l'ensemble des personnes présentes sur les zones de la manifestation.

Dès la fin de la manifestation, les organisateurs procéderont au retrait de la signalétique et à la remise en état des lieux. Ces opérations concerneront l'ensemble des espaces ayant accueilli la manifestation sportive et les spectateurs.

Aucune inscription (peinture ou autres) ne sera apposée sur le domaine public ou ses dépendances (chaussées, bornes, arbres, supports de signalisation ...).

Toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances sera à la charge des organisateurs.

Les organisateurs devront s'assurer du respect de la tranquillité publique.

Les organisateurs veilleront au respect et à la protection des propriétés privées (propriétés, champs, prés,...). Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'accord formel de celui-ci.

**Article 5** - Le jet de tout imprimé ou objet quelconque sur la voie publique, la pose d'affiches sur les dépendances de la voie publique (plantations, panneaux de signalisation, ouvrages d'art, etc.) sont rigoureusement interdits.

**Article 6** - Toutes autres dispositions pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation afin d'assurer le bon déroulement des épreuves.

**Article 7** - L'État ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de manquement, par l'organisateur, aux obligations de sécurité fixées par le présent arrêté.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le président du conseil départemental de la Haute-Loire ainsi que les maires de Chaspinhac, Saint-Vincent, Lavoûte/Loire et Vorey/Arzon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent

arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire, et dont un exemplaire sera notifié à M. Marc PHILIPPE, président de l'association « Vélo-Club du Velay ».

*Au Puy-en-Velay, le 21 septembre 2016*

Pour le préfet, et par délégation,  
le directeur

***Signé***

Jacques MURE

*Voies et délais de recours –*

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

**Manifestation sportive cycliste : LES CHRONOS DU VELAY**

**DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2016**

**Liste des signaleurs**

<b>NOMS</b>	<b>Prénom</b>
BOURRASSET	Laurent
BOSDECHER	Alain
CROUZOUOLON	André
CARDI	Pierrette
GLAIZE	Raymond
GRAND	Christophe
JAMOND	Claude
LHOSTE	David
LANGLADE	Gilles
OMBRET	Dominique
MOULEYRE	Jean-Claude
PAILLER	Pierre
VEY	Jean-Louis



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
Bureau des élections et de l'administration générale

**Arrêté DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 180**  
**portant autorisation d'organiser une manifestation sportive motorisée**  
**comptant pour le championnat de France d'enduro**  
**les samedi 24 et dimanche 25 septembre 2016**

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la route ;
- Vu le code du sport et notamment ses articles R.331-18 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L414-4 et R414-19 à R414-26 ;
- Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;
- Vu l'arrêté préfectoral DDT-SEF 2014-268 du 12 septembre 2014 fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 dans le département de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016-235 de la commune de Vals-près-Le Puy, en date du 16 septembre 2016, réglementant la circulation et le stationnement sur son territoire ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016-09-08-01 de la commune de Séneujols, en date du 8 septembre 2016, réglementant la circulation et le stationnement sur son territoire ;
- Vu la demande présentée le 6 juillet 2016 par M. Jean-Claude CHARBONNIER, président du Moto Club du Puy-en-Velay, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser les samedi 24 et dimanche 25 septembre 2016, une manifestation sportive motorisée comptant pour le championnat de France d'enduro, se déroulant sur les communes de Vals-près Le Puy, Saint-Christophe/Dolaison, Bains, Séneujols, Cayres, Le Brignon, Solignac/Loire, Cussac/ Loire et Le Puy-en-Velay ;
- Vu le règlement de la fédération française de motocyclisme (FFM) et le visa délivré par cette dernière sous le n° 16/934 ;
- Vu le règlement particulier de l'épreuve ainsi que l'ensemble des pièces jointes à la présente demande dont l'étude d'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Vu l'attestation d'assurance responsabilité civile délivrée le 24 août 2016 à l'organisateur par la société AXA Assurances ;
- Vu l'attestation de présence de l'association Assistance Médicale Inter Sports (AMIS), pendant la durée de la manifestation les 24 et 25 septembre 2016, établie le 22 février 2016 ;
- Vu l'attestation de présence de véhicules sanitaires de la société Ambulances ALPHA 43, délivrée à l'organisateur le 12 avril 2016 ;
- Vu la convention de secours du 14 septembre 2016, établie entre l'organisateur et la croix rouge française (CRF) ;

- Vu les avis favorables des maires des communes traversées ;
- Vu les avis favorables du commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, du directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Loire, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le président du conseil départemental de la Haute-Loire, le responsable territorial de l'unité territoriale Velay-Meygal de l'office national des forêts ainsi que les maires des communes de Vals-près Le Puy, Saint-Christophe/Dolaison, Bains, Séneujols, Cayres, Le Brignon, Solignac/Loire, Cussac/ Loire et Le Puy-en-Velay ;
- Vu l'avis favorable à l'unanimité de la formation spécialisée en matière d'épreuves et compétitions sportives de la commission départementale de la sécurité routière, réunie le 20 septembre 2016 ;
- Considérant que la manifestation traverse trois sites Natura 2000 à savoir la zone de protection spéciale des gorges de la Loire – FR8312009, relevant de la directive oiseau, la carrière de Solignac - FR8302008 et le site linéaire « rivières à écrevisses à pattes blanches » - FR8301096 relevant de la directive habitat ;
- Considérant que les dates de la manifestation sont situées en dehors de la période de nidification ;
- Considérant que la traversée des cours d'eau se fera sur des ponts existants ou sur des passerelles aménagées spécifiquement pour la manifestation ;
- Considérant que l'organisateur a produit une étude d'évaluation des incidences Natura 2000 étayée ;
- Considérant que l'organisateur a échangé préalablement avec le conseil départemental de la Haute-Loire, structure animatrice notamment du principal site Natura 2000 traversé ;
- Considérant que le circuit, en son point le plus proche du gîte d'hibernation de la carrière de Solignac, est situé à environ 400 mètres des grottes, et qu'aucun risque de destruction des territoires de chasse ou des corridors naturels n'a été estimé ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

## ARRÊTE

**Article 1** - M. Jean-Claude CHARBONNIER, président du Moto Club du Puy-en-Velay, est autorisé à organiser, les **samedi 24 et dimanche 24 septembre 2016**, une manifestation sportive motorisée comptant pour le championnat de France d'enduro, se déroulant sur les communes de Vals-près Le Puy, Saint-Christophe/Dolaison, Bains, Séneujols, Cayres, Le Brignon, Solignac/Loire, Cussac/ Loire et Le Puy-en-Velay, conformément aux parcours et horaires définis dans le dossier de demande d'autorisation.

Le nombre de participants est limité à 370.

Outre le parcours de liaison, la compétition comporte trois circuits d'épreuves spéciales situés à Eycenac, Séneujols et Dolaison.

Les riverains de la manifestation seront informés du déroulement de la compétition.

**Article 2** - En application de l'article R.331-27 du code du sport, la présente autorisation ne prendra effet que lorsque les organisateurs auront transmis une attestation écrite précisant que l'ensemble des prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral ont été respectées.

Cette attestation devra être adressée, avant le début de chaque épreuve spéciale, par fax au centre d'opérations et de renseignements (COR) de la gendarmerie du Puy-en-Velay.

**Article 3** - Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions des décrets et des arrêtés précités, ainsi que des mesures suivantes arrêtées par les services chargés de la voirie et de la surveillance de la circulation, ainsi que par la commission départementale de la sécurité routière (CDSR) de la Haute-Loire.

L'association organisatrice est affiliée à la FFM. Le règlement de cette fédération doit être appliqué et respecté.

**SÉCURITÉ – SERVICE D'ORDRE**

L'organisateur prendra toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des personnes de l'organisation, des concurrents, des spectateurs et des usagers de la route.

La liberté de circulation et la sécurité générale seront sauvegardées sur les routes empruntées. Les concurrents devront s'intégrer au trafic routier.

Les participants doivent respecter les règles élémentaires de prudence et se conformer scrupuleusement aux dispositions du code de la route sur les portions du parcours ouvertes à la circulation.

Au débouché de chaque chemin communal, en cas de projection de matériaux sur le domaine public routier, les organisateurs prendront toutes les mesures nécessaires afin de remettre en état la chaussée des routes départementales concernées, en procédant, dans les plus brefs délais, au balayage de la chaussée.

Le lieu de rassemblement des concurrent sera ceint par des barrières ou tout autre moyen et hermétiquement clos au public.

Les commissaires de course seront impérativement porteurs d'un gilet réflectorisé (jaune ou orangé) marqué « COURSE » et porteurs individuellement d'un copie du présent arrêté.

Des commissaires de course seront positionnés sur l'ensemble du circuit des spéciales et particulièrement aux endroits dangereux.

Tout déplacement autre que la course est strictement interdit sur l'itinéraire des spéciales. Les commissaires doivent y veiller. Les spectateurs mal positionnés seront invités à prendre place dans les zones hors risques.

Les limites des spéciales chronométrées 1 et 2 qui se dérouleront à Eycenac seront matérialisées par une protection continue et renforcée dans les virages.

L'organisateur doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de canaliser le public et d'assurer sa sécurité. Les emplacements du public seront clairement identifiés et balisés :

- ces zones devront être closes côté piste et se situer en surplomb de celle-ci ou protégées par un obstacle naturel ;
- les zones dangereuses, situées au même niveau ou en contrebas de la piste, seront interdites au public et signalées notamment par des panneaux « INTERDIT AU PUBLIC ». Ces zones seront sous l'entière responsabilité de l'organisateur ;
- la structure organisatrice sera chargée d'en interdire l'accès.

L'accès piéton du public aux zones de spéciale sera balisé.

Afin d'informer les riverains et les usagers de la route du déroulement de la manifestation, l'organisateur mettra en place une signalétique adaptée, notamment à proximité des accès à la manifestation.

Le cas échéant, il est recommandé de poster des signaleurs à chaque entrée et sortie de voie de circulation. Ces personnes seront équipées de gilet fluorescent ou de couleur vive, munies de pavillons et de moyens de communication afin de signaler tout incident à la direction de course, et ce, dans les meilleurs délais.

Le service d'ordre sera à la charge des organisateurs.

Les services de la police nationale n'assureront aucun service d'ordre sur cette manifestation. Dans le cadre du service normal, et si les effectifs et les impératifs du moment le permettent, un équipage sera éventuellement dirigé pour vérifier que toutes les mesures relatives à la sécurité ont été prises par les organisateurs.

Aucun service particulier ne sera mis en place par la gendarmerie pour encadrer ou surveiller le déroulement de cette manifestation sportive. Dans le cadre de l'activité ordinaire de l'unité, des services de police de la route seront mis en place. Toute infraction au code de la route commise par un concurrent ou un accompagnateur sera réprimée sans faiblesse.

#### **Article 4 :**

#### **CIRCULATION – STATIONNEMENT**

L'accès au camp d'Eycenac s'effectuera par le chemin d'Eycenac et le retour par la route du Carmel.

Les dispositions des arrêtés des maires de Vals-près-Le Puy et Séneujols seront appliquées et respectées.

Sur la commune de Vals-près Le Puy, les services techniques municipaux mettront en place la signalisation appropriée.

Sur l'ensemble de la manifestation, les organisateurs assureront la mise en place, la gestion et la maintenance de la signalisation réglementant la circulation et le stationnement.

Tout panneautage de signalisation posé aux abords de la route nationale n° 88 sera déposé au plus tard le

lendemain de l'épreuve.

Toutes dispositions nécessaires pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation.

#### **Article 5 -**

#### **SECOURS – INCENDIE**

Tout au long de la manifestation, l'organisateur devra disposer d'un moyen permettant l'alerte des secours.

Les moyens de secours suivants seront mis en place par l'organisateur :

- médicalisation de la manifestation par l'association AMIS avec une équipe de 10 médecins ;
- présence de 4 véhicules sanitaires de catégories A et B assurée par la société Ambulances ALPHA 43 ;
- mise en œuvre d'un dispositif prévisionnel de secours de moyenne envergure par l'association de la croix rouge française (CRF), composé de 3 équipes de poste de secours, de 2 véhicules de premiers secours à personne, d'un binôme, et d'une équipe d'encadrement grande envergure ;

Le docteur Yann LEVEQUES (AMIS) est désigné médecin responsable médical de la manifestation. Il assurera l'interface entre l'organisateur et les autorités d'emploi (directeur et commandant des opérations de secours).

Il est chargé, à son arrivée et en lien avec l'organisateur, de prendre contact avec le CODIS 43 (04 71 07 03 18), puis de le tenir informé du déroulement de la manifestation et de la levée du dispositif.

Toute demande de secours complémentaire doit être adressée au CODIS 43, qui en concertation avec le CRRA 15 (SAMU) enverra le vecteur le plus approprié.

En cas de nécessité de mise en œuvre des moyens sapeurs-pompiers, le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant, assurera sous l'autorité du préfet, en liaison avec le sous-préfet de permanence, le commandement des opérations de secours.

Les organisateurs veilleront à ce que les accès aux divers sites de l'épreuve soient libres en toutes circonstances, de façon à faciliter la circulation des engins de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours sera habilité, en cas de force majeure, à utiliser les divers axes routiers privatisés à l'occasion de la manifestation.

Le parc de stationnement et les postes de surveillance devront être équipés d'extincteurs portatifs

Sur le lieu d'approvisionnement en carburant, les organisateurs prendront les mesures nécessaires afin de prévenir tout incendie et prévoiront des moyens de lutte contre l'incendie appropriés.

L'organisateur sera tenu de respecter l'arrêté préfectoral SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé. Il devra disposer, par épreuves spéciales, d'un moyen de lutte contre l'incendie.

#### **Article 6 :**

#### **ENVIRONNEMENT – TRANQUILLITÉ PUBLIQUE**

Les organisateurs sont chargés de veiller au respect de l'environnement par l'ensemble des personnes présentes sur les zones de la manifestation.

Les organisateurs devront respecter leur engagement de :

- mise en place de passerelles provisoires lorsque les cours d'eaux doivent être traversés en des lieux ne comportant pas de dispositifs de franchissement permanents ;
- d'aménagement des berges, par la pose de caillebotis, lorsque les chemins d'accès aux berges présentent une forte pente.

Après la manifestation, il devra être procédé :

- à l'enlèvement de toutes les passerelles de franchissement des cours d'eau,
- à la remise en état des berges,
- au rétablissement des coupes d'eau existantes et à la création de nouvelles dans les zones fragiles, pour favoriser le retour à l'état d'origine,
- au rétablissement des écoulements antérieurs s'ils ont été modifiés,
- à la fermeture physique des tronçons situés hors des voies ouvertes à la circulation publique afin de réduire les risques d'une utilisation ultérieure ;
- à une remise en état générale et au nettoyage des espaces ayant servi de cadre à cet événement, avec notamment le retrait de la signalétique.



La remise en état des lieux, à savoir l'ensemble des espaces ayant accueilli la manifestation sportive et les spectateurs, est impérative.

**Les organisateurs sensibiliseront impérativement les participants sur le caractère ponctuel de cette autorisation de circulation de véhicules à moteur.**

Les organisateurs veilleront scrupuleusement à la gestion des déchets tout au long du parcours, tant par les pilotes que par les spectateurs.

L'usage d'un tapis environnemental pour le stationnement et l'entretien des motos est obligatoire pour tous les pilotes.

Aucune inscription (peinture ou autres) ne sera apposée sur le domaine public ou ses dépendances (chaussées, bornes, arbres, supports de signalisation ...).

Toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances sera à la charge des organisateurs.

Dans le cas où le passage des concurrents occasionnerait des dégâts (boue, terre, etc.), la chaussée et les accotements des voies empruntées pour les épreuves spéciales seront remis en état aux frais des organisateurs.

Les organisateurs devront s'assurer du respect de la tranquillité publique.

Les mesures réglementaires relatives au bruit devront être appliquées et respectées.

Les organisateurs veilleront au respect et à la protection des propriétés privées (propriétés, champs, prés,...). Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'accord formel de celui-ci.

**Article 6** : Le jet de tout imprimé ou objet quelconque sur la voie publique, la pose d'affiches sur les dépendances de la voie publique (plantations, panneaux de signalisation, ouvrages d'art, etc.) sont rigoureusement interdits.

**Article 7** - Toutes autres dispositions pourront être prises par les maires des communes concernées par la manifestation afin d'assurer le bon déroulement des épreuves.

**Article 8** : L'État ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de manquement, par l'organisateur, aux obligations de sécurité fixées par le présent arrêté.

**Article 9** : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le directeur départemental de la sécurité publique de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire, le président du conseil départemental de la Haute-Loire, le responsable territorial de l'unité territoriale Velay-Meygal de l'office national des forêts ainsi que les maires des communes de Vals-près Le Puy, Saint-Christophe/Dolaison, Bains, Seneujols, Cayres, Le Brignon, Solignac/Loire, Cussac/Loire et Le Puy-en-Velay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire, et dont un exemplaire sera notifié à M. Jean-Claude CHARBONNIER, président du Moto Club du Puy-en-Velay.

*Au Puy-en-Velay, le 20 septembre 2016*

Pour le préfet, et par délégation,  
le secrétaire générale

***Signé***

Rémy DARROUX

**Voies et délais de recours –**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction des Politiques Publiques  
et de l'Administration Locale  
Bureau du Contrôle de Légalité  
et des Affaires Juridiques

**Arrêté n° DIPPAL-B3/2016-189 modifiant l'arrêté n° DIPPAL-B3/2014-129 portant création d'une commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un centre de tri, transit ou regroupement de déchets non dangereux, de déchets dangereux et de compostage de déchets verts à Polignac**

**Le préfet de la Haute-Loire**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-2-1, R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret du président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Eric Maire en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2000 modifié autorisant la société de récupération et valorisation Vacher (SRVV) à exploiter une installation de tri, transit ou regroupement de déchets non dangereux, de déchets dangereux et de compostage de déchets verts au lieu-dit « Musac » - ZA de Polignac ;

VU l'arrêté n° DIPPAL-B3/2014-129 du 23 septembre 2014 portant création d'une commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un centre de tri, transit ou regroupement de déchets non dangereux, de déchets dangereux et de compostage de déchets verts à Polignac ;

VU le résultat des élections professionnelles organisées à la société de récupération et valorisation Vacher les 20 juin et 4 juillet 2016 ;

CONSIDERANT que l'installation est un centre collectif de stockage qui reçoit des déchets inertes au sens de l'article R 541-8 du code de l'environnement ;

*SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,*

**A R R E T E**

**Article 1er - L'article 2 « composition de la commission » est modifié comme suit :**

Collège « salariés de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée »

. M. Michel MONTAIS-MOREL

. M. Cyril DANTHONY

**Article 2 - Les autres articles de l'arrêté restent inchangés.**

**Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.**

*Fait au Puy en Velay, le 9 septembre 2016*

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
signé

Rémy DARROUX

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

SOUS-PREFECTURE D'YSSINGEAUX

***ARRETE MODIFICATIF N° B 2016-143  
modifiant l'arrêté n° B 2016-140 du 9 septembre 2016***

**autorisant l'association Team Auto-Sport du Haut-Lignon et l'association sportive de l'automobile Haute-Vallée de la Loire à organiser le samedi 17 septembre 2016 le 27<sup>ème</sup> rallye du Haut-Lignon comptant pour la Coupe de France des rallyes sur les communes du Chambon-sur-Lignon, Tence, Chenereilles, Le Mas-de-Tence, Mazet-Saint-Voy, Saint-Jeures et Yssingaux**

**Le Préfet de la Haute-Loire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code du Sport et notamment ses articles R 331-18 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 414-4 et R 414-19 à R 414-26 ;

Vu le décret n° 2007-1133 du 24 juillet 2007 relatif aux dispositions réglementaires du Code du Sport ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 mars 2012 relatif à l'identification des conducteurs de véhicules motorisés circulant sur un parcours de liaison dans le cadre d'une manifestation sportive ;

VU l'arrêté préfectoral n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;

VU l'arrêté N° B 2016-140 du 9 septembre 2016 autorisant l'association Team Auto-Sport du Haut-Lignon et l'association sportive de l'automobile Haute-Vallée de la Loire à organiser le samedi 17 septembre 2016 le 27<sup>ème</sup> rallye du Haut-Lignon comptant pour la Coupe de France des rallyes sur les communes du Chambon-sur-Lignon, Tence, Chenereilles, Le Mas-de-Tence, Mazet-Saint-Voy, Saint-Jeures et Yssingaux

VU l'arrêté SG-Coordination n° 10 du 20 mai 2016 portant délégation de signature à Madame Christine HACQUES, sous-préfète d'Yssingaux ;

Considérant qu'il convient de modifier les horaires des épreuves spéciales ainsi que le nom de l'adjoint du directeur de course ;

Sur proposition de Mme la sous-préfète d'Yssingaux ;

***ARRETE***

**ARTICLE 1**

L'article 8 de l'arrêté N° B 2016-140 du 9 septembre 2016 autorisant l'association Team Auto-Sport du Haut-Lignon et l'association sportive de l'automobile Haute-Vallée de la Loire à organiser le samedi 17 septembre 2016 le 27<sup>ème</sup> rallye du Haut-Lignon comptant pour la Coupe de France des rallyes sur les communes du Chambon-sur-Lignon, Tence, Chenereilles, Le Mas-de-Tence, Mazet-Saint-Voy, Saint-Jeures et Yssingaux, est modifié comme suit :

au lieu de lire : « 23 heures » lire « minuit ».

## ARTICLE 2

L'article 13 de l'arrêté N° B 2016-140 du 9 septembre 2016 autorisant l'association Team Auto-Sport du Haut-Lignon et l'association sportive de l'automobile Haute-Vallée de la Loire à organiser le samedi 17 septembre 2016 le 27<sup>ème</sup> rallye du Haut-Lignon comptant pour la Coupe de France des rallyes sur les communes du Chambon-sur-Lignon, Tence, Chenereilles, Le Mas-de-Tence, Mazet-Saint-Voy, Saint-Jeures et Yssingeaux, est modifié comme suit :

au lieu de lire : « Alain RENAUDIER » lire «Louis René VERLINE».

Le reste sans changement

## ARTICLE 3

La sous-préfète d'Yssingeaux, Mmes les Maires du Chambon-sur-Lignon et de Tence et MM. les maires de Chenereilles, Le Mas de Tence, Le Mazet-Saint-Voy, Saint-Jeures, et Yssingeaux, le Commandant de la brigade de gendarmerie d'Yssingeaux, le président du Conseil Départemental de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Loire et dont un exemplaire sera notifié à Monsieur Guy PATOUILLARD, président du Team Auto Sport du Haut-Lignon ainsi qu'à M. Christian CHALINDAR, président de l'Association Sportive Automobile Haute-Vallée de la Loire.

Yssingeaux, le 15 septembre 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la sous-préfecture,

Signé : Vincent MURGUE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-LOIRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Direction des politiques publiques  
et de l'administration locale

Bureau des élections et de l'administration générale

**Arrêté N° DIPPAL / BÉAG n° 2016 – 166 portant modification  
de l'arrêté DIPPAL / BEAG n°2016-153 relatif à la commission départementale de la sécurité  
routière de la Haute-Loire**

**Le préfet de la Haute-Loire**

- Vu le code de la route, notamment ses articles R. 325-24, R. 411-10 à R. 411-12 ;  
Vu le code du sport, notamment ses articles R. 331-18 à R. 331-34 ;  
Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;  
Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;  
Vu le décret du Président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Éric MAIRE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;  
Vu l'arrêté préfectoral DIPPAL / BEAG n°2016-153 relatif à la commission départementale de la sécurité routière de la Haute-Loire ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,*

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – L'article 4 de l'arrêté DIPPAL / BEAG n°2016-153 relatif à la commission départementale de la sécurité routière de la Haute-Loire est modifié comme suit :

« Au sein de la commission départementale de la sécurité routière, sont constituées deux formations spécialisées, présidées par le préfet ou son représentant, composées ainsi qu'il suit.

***Formation spécialisée en matière d'épreuves et compétitions sportives***

Représentants des services de l'État

- le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire ;
- la directrice départementale de la sécurité publique ;
- le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire ;
- le directeur interdépartemental des routes Massif Central ;
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Élu départemental désigné par le conseil départemental de la Haute-Loire

- M. Joseph CHAPUIS, conseiller départemental du canton de Bas-en-Basset.

Préfecture de la Haute-Loire  
6, avenue Charles de Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 09 43 43 – Télécopie : 04 71 09 78 40  
Courriel : [prefecture@haute-loire.gouv.fr](mailto:prefecture@haute-loire.gouv.fr) – Site internet : [www.haute-loire.pref.gouv.fr](http://www.haute-loire.pref.gouv.fr)

Élu communal désigné par l'association des maires de la Haute-Loire

- M. Alain GARNIER, maire de Saint Georges-d'Aurac, suppléé par M. André FERRET, maire de Saint-Julien-Chapteuil.

Représentants des organisations professionnelles et des fédérations sportives

- M. Christian CHALINDAR, représentant du comité régional du sport automobile d'Auvergne, suppléé par M. Marc HABOUZIT ;
- M. Pierre BONGIRAUD, représentant de la ligue motocycliste régionale d'Auvergne, suppléé par M. David GRANGÉ et M. Grégory FAYARD ;
- M. David RULLIERE, représentant le comité départemental Haute-Loire de la fédération française de cyclisme.

Représentant des usagers

**M. Jean PESTRE, représentant l'Automobile club d'Auvergne, suppléé par M. Guy JEANEAN.**

*Formation spécialisée en matière d'agrément des gardiens et des installations de fourrière*

Représentants des services de l'État

- le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire ;
- la directrice départementale de la sécurité publique ;
- le directeur interdépartemental des routes Massif Central.

Élu départemental désigné par le président du conseil départemental de la Haute-Loire

- M. Joseph CHAPUIS, conseiller départemental du canton de Bas-en-Basset.

Élu communal désigné par le président de l'Association des maires de la Haute-Loire :

- M. Alain GARNIER, maire de Saint Georges-d'Aurac, suppléé par M. André FERRET, maire de Saint-Julien-Chapteuil.

Représentants des organisations professionnelles

- M. Serge VACHELARD, représentant la fédération nationale de l'artisanat automobile (FNAA) Haute-Loire, suppléé par M. Alain BARD ;
- M. Gérard VEDEL, représentant le Conseil National des Professionnels de l'Automobile (CNPA) Haute-Loire.

Représentant des usagers

- M. Marcel VARENNE, représentant l'Union départementale Haute-Loire de la Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV), suppléé par M. Paul GRENEYROUX. »

**Article 2** - Le reste de l'arrêté DIPPAL / BEAG n°2016-153 reste inchangé.

*Fait au Puy-en-Velay, le 6 septembre 2016.*

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

*Signé*

Rémy DARROUX

Voies et délais de recours –

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

Direction des Politiques Publiques  
et de l'Administration Locale  
Bureau du Contrôle de Légalité  
et des Affaires Juridiques

**Arrêté n° DIPPAL-B3/2016-190 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de réaliser un diagnostic archéologique préalable à l'opération d'aménagement de la zone logistique de Lempdes sur Allagnon demandée par le syndicat mixte de développement économique (SYDEC) Allier-Allagnon**

**Le préfet de la Haute-Loire**

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;  
VU la loi du 6 juillet 1943 modifiée, relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU les articles 433-11, 322-1 et 322-2 du code pénal ;  
VU le décret du président de la République du 30 septembre 2015 portant nomination de monsieur Eric Maire en qualité de préfet de la Haute-Loire ;  
VU la demande du 7 septembre 2016 du SYDEC Allier-Allagnon ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er** - Dans le cadre de l'opération d'aménagement de la zone logistique de Lempdes-sur-Allagnon, les agents de l'institut national des recherches archéologiques préventives sont autorisés à effectuer des sondages géotechniques.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) situées sur le territoire de la commune de Lempdes-sur-Allagnon. L'état parcellaire ainsi que le plan parcellaire sont joints à cet arrêté.

Cette autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Chaque personne autorisée sera munie d'une copie du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.

**ARTICLE 3** - L'introduction des agents autorisés n'aura lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1892 modifiée :

- pour les propriétés closes, autres que les maisons d'habitation, à l'expiration d'un délai de cinq jours, à dater de la notification individuelle du présent arrêté, au propriétaire ou, en son absence, au gardien de propriété. A défaut de gardien connu demeurant dans la commune, le délai ne courra qu'à partir de la notification faite au propriétaire
- pour les propriétés non closes : à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours en mairie

**ARTICLE 4** - Le maire de la commune de Lempdes-sur-Allagnon est invité à prêter son concours et au besoin l'appui de son autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des études prescrites. En cas de résistance quelconque, il est enjoint, à tous les agents de la force publique d'intervenir pour l'exécution des dispositions qui précèdent.



Ils prendront les mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets ou repères servant aux études.

**ARTICLE 5** - Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie, avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur, ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés à l'occasion de ces opérations seront à la charge du SYDEC Allier-Allagnon. A défaut d'entente amiable, les dommages seront réglés par le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Lempdes-sur-Allagnon au moins dix jours avant le commencement des travaux.

Un certificat justifiant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture de la Haute-Loire.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois suivant sa publication ou notification.

**ARTICLE 8** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le maire de Lempdes-sur-Allagnon, le colonnel, commandant le groupement de gendarmerie de Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait au Puy-en-Velay, le 12 septembre 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé

Rémy DARROUX

# ETAT PARCELLAIRE – 2eme TRANCHE ZONE LOGISTIQUE

## COMMUNE DE LEMPDES SUR ALLAGNON

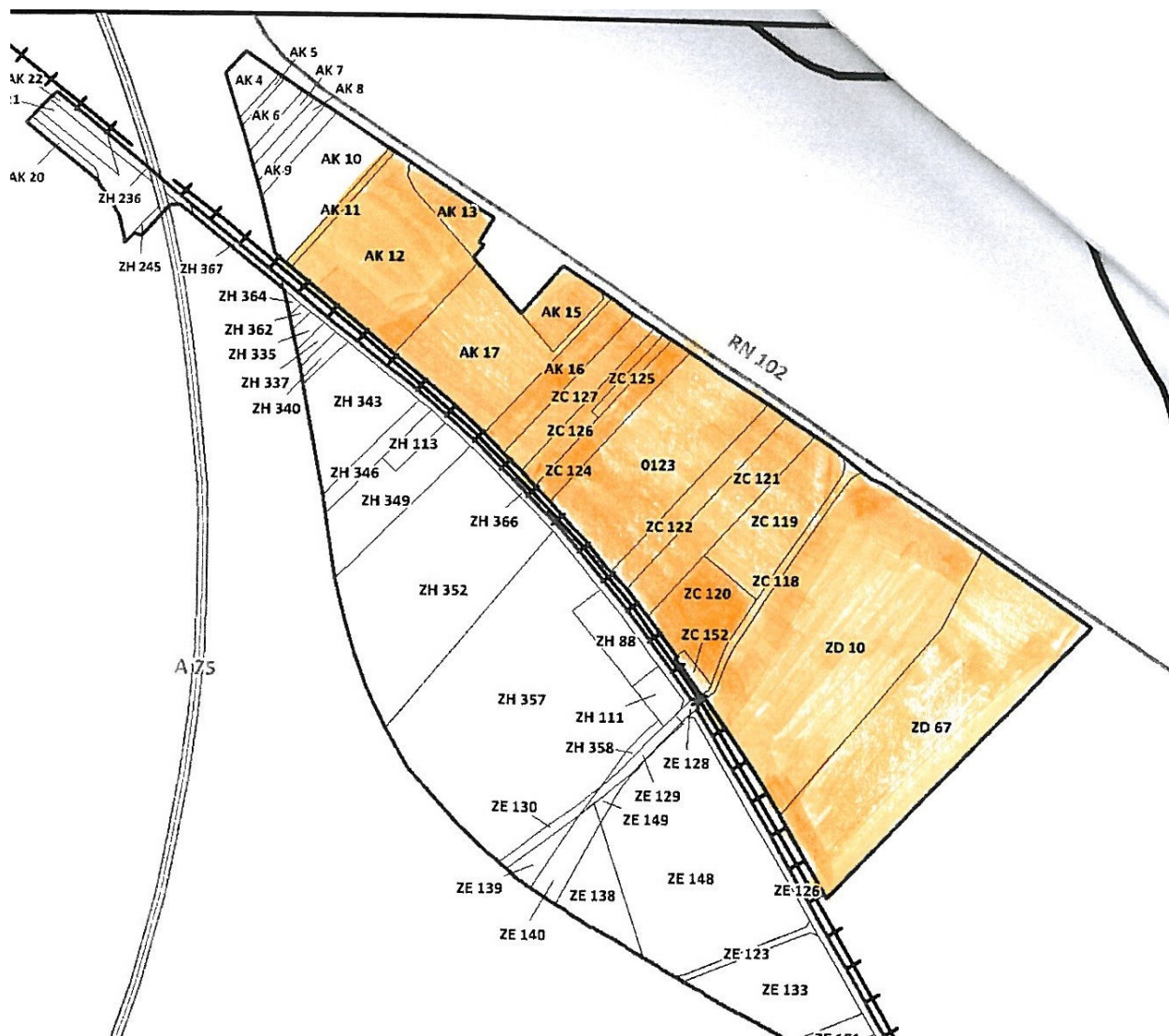
Identification Parcelles					
COMMUNE	SECTION	N°	surface en m²	Compte de propriété	Nom propriétaire réels ou présumés
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	118	2460	AFR LEMPDES-SUR-ALLAGNON	Association Foncière de remembrement de Lempdes-sur-Allagnon
Lempdes-sur-Allagnon	ZD	67	35270	SYDEC	SYDEC
Lempdes-sur-Allagnon	AK	16	5570	Indivision BARDY	CHANCLU Irène née BARDY
					BARDY Guy
					BARDY Jean-Louis
					LE NEGARET LIONEL
					LE CAM GHISLAINE née LE NEGARET
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	124	4540	BONHOURE Georges	BONHOURE George
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	122	5390	SYDEC	SYDEC
Lempdes-sur-Allagnon	AK	12	19053	Société d'Exploitation de l'Entreprise CHEVALIER (SAEEC)	Société d'Exploitation de l'Entreprise CHEVALIER - Président : Monsieur THEOPHILE
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	127	4930	ERTEL Marguerite	ERTEL Marguerite née DI GIAMBATTISTA
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	152	660	Indivision MARLET	MARLET Cathy
					MARLET Claude
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	125	1090	Indivision KELLER	PINON Marie-Jeanne née KELLER
					KELLER André
					JAVION Chantal née KELLER
					KELLER Jean-Claude
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	126	3115	Indivision KELLER / SOL	KELLER Jean-Claude
					PINON Marie-Jeanne née KELLER
					KELLER André
					JAVION Chantal née KELLER
Lempdes-sur-Allagnon	ZD	10	47340	Indivision DEBERLE	/
Lempdes-sur-Allagnon	AK	42	3692	Indivision NEUVILLE	NEUVILLE Jeanine née FABREGUES
Lempdes-sur-Allagnon	AK	40	75		NEUVILLE Alain
Lempdes-sur-Allagnon	AK	17	14810	SYDEC	SYDEC
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	121	8590	SYDEC	SYDEC
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	123	21080	SYDEC	SYDEC
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	119	9650	Indivision DALLE / SOULIER	DALLE Monique née VERNEDE
					SOULIER Joëlle née VERNEDE
Lempdes-sur-Allagnon	ZC	120	7040	Indivision THONAT	THONAT Serge
					THONAT Pascal
					CABANE Chantal née THONAT
					THONAT Christophe
Lempdes-sur-Allagnon	AK	13	3047	SCI Bassam	SCI BASSAM - Gérant : Monsieur MAYASSI Bassam

VU pour être annexé à l'arrêté n°DIPPAL-B3/2016-190 du 12 septembre 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Rémy DARROUX

## PLAN PARCELLAIRE



VU pour être annexé à l'arrêté n°DIPPAL-B3/2016-190 du 12 septembre 2016

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Rémy DARROUX



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## ARRÊTÉ N° 2016- 1515

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté du 7 juin 2010 nommant M. Jean-Jacques BARRE au grade de Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires, membre du SSSM, à compter 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

Considérant la demande de l'intéressé de cesser son activité à compter du 28 juillet 2016 ;

Sur proposition du Préfet de la Haute-Loire,

### ARRÊTENT

**Article 1er** - Il est mis fin aux activités exercées par M. Jean-Jacques BARRE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM du corps départemental de la Haute-Loire, à compter du 28 juillet 2016.

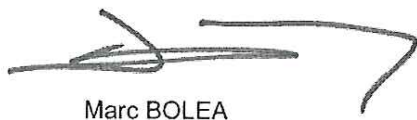
**Article 2** - Cette cessation d'activité entraîne la radiation des contrôles de l'intéressé.

**Article 3** - Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 4** - Le Préfet de la Haute-Loire et le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

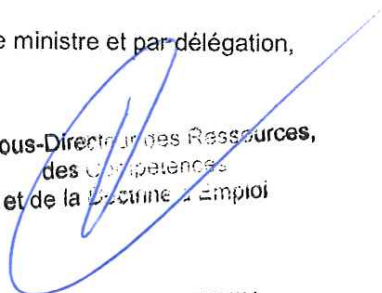
Fait à PARIS, le - 4 AOUT 2016

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service Départemental d'Incendie  
et de Secours de la Haute-Loire



Marc BOLEA

Pour le ministre et par délégation,



Le Sous-Directeur des Ressources,  
des Compétences  
et de la Formation et de l'emploi

Jean-Philippe VENNIN



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## ARRÊTÉ N° 2016- ASBA

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté en date du 7 juin 2010 nommant M. Jean-Jacques BARRE au grade de Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

Vu l'arrêté en date du 4 août 2016 mettant fin aux fonctions de M. BARRE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM, à compter du 28 juillet 2016 ;

Considérant que M. BARRE totalise 37 ans (hors suspension) en qualité de sapeur-pompier volontaire ;

Sur proposition du Préfet de la Haute-Loire,

### ARRÊTENT

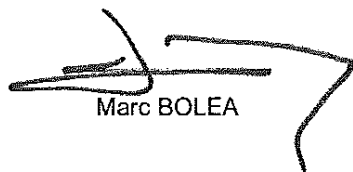
**Article 1er** – M. Jean-Jacques BARRE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM au corps départemental de la Haute-Loire, né le 28 juillet 1948, est nommé Médecin-Lieutenant-colonel honoraire de sapeurs-pompiers volontaires membre du SSSM à compter du 28 juillet 2016, date de sa cessation d'activité.

**Article 2** – Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

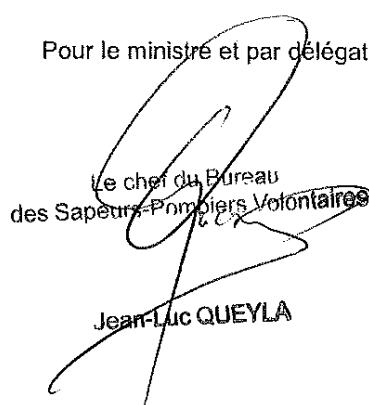
**Article 3** - Le Préfet de la Haute-Loire et le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à PARIS, le - 9 SEP. 2016

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service Départemental d'Incendie  
et de Secours de la Haute-Loire

  
Marc BOLEA

Pour le ministre et par délégation,

  
Le chef du Bureau  
des Sapeurs-Pompiers Volontaires  
Jean-Luc QUEYLA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## ARRÊTÉ N° 2016- 1582

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté en date du 25 février 2014 nommant M. Alain ROCHE au grade de Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2014 ;

VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> août 2016 mettant fin aux fonctions de M. ROCHE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM, à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

Considérant que M. ROCHE totalise 35 ans (hors suspension) en qualité de sapeur-pompier volontaire ;

Sur proposition du Préfet de la Haute-Loire,

### ARRÊTENT

**Article 1er** – M. Alain ROCHE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM au corps départemental de la Haute-Loire, né le 17 mai 1954, est nommé Médecin-Lieutenant-colonel honoraire de sapeurs-pompiers volontaires membre du SSSM à compter du 1<sup>er</sup> août 2016, date de sa cessation d'activité.

**Article 2** – Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3** - Le Préfet de la Haute-Loire et le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

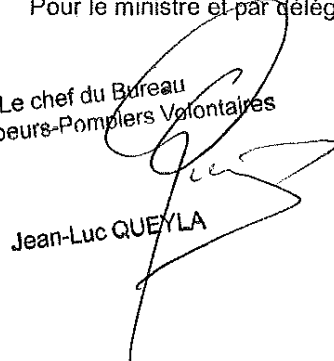
Fait à PARIS, le 9 SEP. 2016

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service Départemental d'Incendie  
et de Secours de la Haute-Loire

  
Marc BOLEA

Pour le ministre et par délégation,

Le chef du Bureau  
des Sapeurs-Pompiers Volontaires

  
Jean-Luc QUEYLA



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## ARRÊTÉ N° 2016- 1505

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA HAUTE-LOIRE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 25 février 2014 nommant M. Alain ROCHE au grade de Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires, membre du SSSM, à compter 1<sup>er</sup> juin 2014 ;

Considérant la demande de l'intéressé de cesser son activité à compter du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

Sur proposition du Préfet de la Haute-Loire,

### ARRÊTENT

**Article 1er** - Il est mis fin aux activités exercées par M. Alain ROCHE, Médecin-Commandant de Sapeurs-Pompiers Volontaires membre du SSSM du corps départemental de la Haute-Loire, à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.

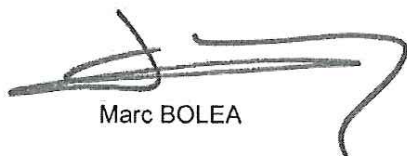
**Article 2** - Cette cessation d'activité entraîne la radiation des contrôles de l'intéressé.

**Article 3** – Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 4** - Le Préfet de la Haute-Loire et le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à PARIS, le - 1 AOUT 2016

Le Président du Conseil d'Administration  
du Service Départemental d'Incendie  
et de Secours de la Haute-Loire

  
Marc BOLEA

Pour le ministre et par délégation,

Le Sous-Directeur des Ressources,  
des Compétences  
et de la Doctrine d'Emploi

  
Jean-Philippe VENNIN



**Arrêté Rectoral du 15 septembre 2016  
portant constitution de la Commission Consultative Paritaire  
compétente à l'égard des agents non titulaires exerçant des  
fonctions d'enseignement, d'éducation, d'orientation.**

**LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE CLERMONT-FERRAND**

Numéro d'enregistrement  
2016-01DRH/DPE/VL

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;  
Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État;  
Vu l'arrêté du 27 juin 2011 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard de certains agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein du ministère chargé de l'éducation nationale;  
Vu l'arrêté du 9 septembre 2014 relatif aux modalités d'organisation du vote électronique par internet pour l'élection des représentants des personnels aux dites commissions ;  
Vu la circulaire 2014-121 du 16 septembre 2014 relative à l'organisation des élections aux dites commissions ;  
Vu le scrutin du 27 novembre au 4 décembre 2014 et le procès-verbal de dépouillement des votes pour la désignation des représentants du personnel en date du 5 décembre.

**ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : La Commission Consultative Paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires exerçant des fonctions d'enseignement, d'éducation, d'orientation est ainsi constituée :

**I/ Représentants de l'Administration :**

<b>TITULAIRES</b>	<b>SUPPLEANTS</b>
Madame le Recteur	Monsieur le Secrétaire Général de l'Académie
Monsieur le Secrétaire Général adjoint, Directeur des Ressources Humaines	Madame Bernadette RAGE, Chef de la Division des Personnels Enseignants
Monsieur Philippe CORTIAL, Proviseur, LP Marie Laurencin, RIOM	Monsieur Thierry PELOUX, Principal, Collège Mortaix, PONT-DU-CHÂTEAU





2 / 2

## **II/ Représentants du Personnel :**

<b>TITULAIRES</b>	<b>SUPPLEANTS</b>
Monsieur Paul BATUT FSU Collège des Chenevrières JALIGNY SUR BESBRE	Madame Catherine EHRARD FSU GRETA du Val d'Allier
Monsieur Didier SOUMIER CGT EDUC'ACTION GRETA Riom Volvic	Monsieur Lionel VELILLA CGT EDUC'ACTION Rectorat de l'Académie - DAFPIC
Monsieur Frédéric DECORPS FNEC FP FO SEGPA du collège M.C. Weyer CUSSET	Madame Isabelle ROUSSEAU FNEC FP FO Collège Pierre Galéry MASSIAC

### **Article 2**

Les dispositions de l'arrêté rectoral du 9 septembre 2015 portant constitution de la Commission Consultative Paritaire compétente à l'égard des agents non-titulaires exerçant des fonctions d'enseignant, d'éducation, d'orientation sont abrogées.

### **Article 3**

Monsieur le Secrétaire général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme.

Clermont-Ferrand, le 15 septembre 2016.

SIGNE

Marie-Danièle CAMPION



Le Puy en Velay le 01 Septembre 2016

## MAISON D'ARRÊT du Puy en Velay

### Décision Portant Délégation

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-6-24, R57-7-5

Vu l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978

Vu l'article 30 du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005

#### Article 1 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à M. Stéphane BORDOY, Major, Chef de Détention pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

#### Article 2 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Mme Kathia DUCHENE, Première surveillante, pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

#### Article 3 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Mme Mireille JOLY, Première surveillante pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

#### Article 4 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à M. Christian SAGNARD, Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

#### Article 5 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à M. Richard JANISSET, Premier surveillant pour toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Capitaine Philippe MAÎTRE  
Chef d'établissement MA du Puy en Velay

Le Chef d'établissement  
Donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-6-23/ R57-6-24/R57-7-5)  
Aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

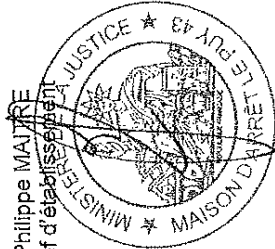
Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	BORDOY St.	DUCHENE K.	JOLY M.	SAGNARD Ch.	JANISSET
Suspension provisoire de l'agrément d'un mandataire agréé	R 57-6-16	X				
Suspension de l'emprisonnement individuel d'un détenu	D94	X	X	X	X	X
Déclassement ou mise à pied d'un emploi	D 432-4	X				
Autorisation pour les détenus de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D 432-3	X				
Fixation de la somme que les détenus placés en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D 122	X				
Reintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D 124	X				
Demande de modification du régime d'un détenu, demande de grâce	D 254	X				
Décision en cas de recours gracieux des détenus, requêtes ou plaintes	D 259	X				
Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D 273	X	X	X	X	X
Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, correspondance ou objet en détention	D 430-D431	X				
Décision des fouilles des détenus	R57-7-79 ; R57-7-82	X				
Autorisation de visiter l'établissement- autorisation d'accès à l'établissement	R 57-6-24 D 277	X				
Toute décision en matière d'isolement	R57-7-65 ; R57-7-66 ; R57-7-70 ; R57-7-71 ; R57-7-72 ; R57-7-64-R57-7-62	X				
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'un détenu	D 283-3	X	X	X	X	X
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur de la part disponible de leur compte nominatif	D 330	X				
Autorisation pour un détenu de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D 331	X				
Retenue sur part disponible du compte nominatif des détenus en réparation de dommages matériels causés	D332	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D337	X	X	X	X	X
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D 340	X				

Affectation des détenus malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D 370	X							
Suspension de l'habilitation d'un praticien et des autres personnels hospitaliers de la compétence du chef d'établissement	D 388	X							
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D 389	X							
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D 390	X							
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D 390-1	X							
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D 395	X							
Délivrance, suspension, annulation des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un avocat, un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R57-6-5, R57-8-10, R57-8-11, D403, D411	X							
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R57-7-46 ; R57-8-12	X							
Interdiction pour des détenus condamnés de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille- Rétention de correspondance écrite	R57-8-19	X							
Autorisation- refus- suspension pour les condamnés incarcérés en établissement pour peine de téléphoner	R57-8-23	X	X	X	X	X	X	X	X
Affectation des personnes détenues en cellule	R57-6-24	X	X	X	X	X	X	X	X
Autorisation pour les détenus d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D 421	X							
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D 422	X							
Réception -envoi vers l'extérieur des publications écrites-audiovisuelles	D443-2	X							
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du SP pénitentiaire ou des personnes détenues	R57-9-8	X	X	X	X	X	X	X	X
Opposition à la désignation d'un aidant	R57-8-6	X							
Acte d'engagement concernant les activités des personnes détenues	R57-9-2	X	X	X	X	X	X	X	X
Placement en cellule la nuit, à titre exceptionnel, d'une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité	R57-9-12								
Autorisation, à titre exceptionnel, de la participation d'une personne mineure aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures	R57-9-17								
Présidence- convocation de la CPU	D90	X							
Délivrance des permis de communiquer dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R57-6-5	X							
Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches	D 439-4	X							
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D 446	X							
Désignation des détenus autorisés à participer à des activités	D 446	X	X	X	X	X	X	X	X
Autorisation pour un détenu de participer à des activités culturelles ou socio-culturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain	D 448	X	X	X	X	X	X	X	X
Destination à donner aux aménagements faits par un détenu dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D 449	X							
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux qui sont organisés par l'éducation nationale	D 436-2	X	X						

Refus opposé à un détenu de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D 436-3	X							
Interdiction à un détenu de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D 459-3	X	X	X	X	X	X	X	X
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D 473	X							
Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une délégation accordée au CE par le JAP	712-8	X							
Retrait du SEFIP en cas d'urgence	D147-30-47	X							

Au Puy en Velay le 01.09.2016

M. Philippe MAJURE  
Chef d'établissement



Copie à :

- M.
- M. Stéphane BORDOY
- Mme. Kathia DUCHENE
- Mme. Mireille JOLY
- M. Christian SAGNARD
- M. JANISSET Richard

**Le Chef d'établissement**  
**Donne délégation de pouvoir, en application du code de procédure pénale (articles R57-6-23; R57-6-24 ; R57-7-5)**  
**aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :**

Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	BORDOY St.	DUCHENE K.	JOLY M.	JANISSET, R
Présidence de la commission de discipline et pouvoir de prononcer une sanction disciplinaire en commission de discipline	R57-7-6	X			
Désignation des assesseurs siégeant en commission de discipline	R57-7-8	X	X		
Engagement de poursuites disciplinaires	R57-7-5 ; R57-7-15	X	X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R57-7-25	X	X	X	X
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R57-7-60	X			
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire- cellule de confinement	R57-7-5, R57-7-18	X	X	X	X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R57-7-22	X	X	X	X
Ordonner sursis à exécution, total ou partiel, des sanctions prononcées en commission de discipline, assorti le cas échéant de travaux de nettoyage et de fixer le délai de suspension de la sanction	R57-7-54, R57-7-55, R57-7-58	X			
Révoquer en tout ou partie le sursis à exécution les sanctions prononcées en commission de discipline	R57-7-59	X			
Dispense de tout ou partie de l'exécution de la sanction					
Suspension ou fractionnement des sanctions prononcées en commission de discipline	R57-7-60	X			
Elaboration du tableau de roulement désignant les assesseurs extérieurs appelés à siéger à la CDD	R57-7-12	X			

Au Puy en Velay le 01.09.2016

**Chef d'établissement**  
**Philippe MAILLET**



Copie à :

- M. Stéphane BORDOY
- Mme. Kathia DUCHENE
- Mme. Mireille JOLY
- M. Christian SAGNARD
- M. JANISSET Richard